

ISSN 2818-9825



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le mercredi 3 mai 2023 — Vol. 47 N° 7

Étude des crédits du ministère des Affaires municipales et
de l'Habitation (2) : volet Métropole

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2023

Commission de l'aménagement du territoire

Le mercredi 3 mai 2023 — Vol. 47 N° 7

Table des matières

Métropole	
Discussion générale	1
Adoption des crédits	20
Documents déposés	20

Intervenants

M. Sébastien Schneeberger, président

M. Pierre Fitzgibbon
Mme Filomena Rotiroti
M. Vincent Marissal
M. Paul St-Pierre Plamondon
Mme Karine Boivin Roy

Le mercredi 3 mai 2023 — Vol. 47 N° 7

**Étude des crédits du ministère des Affaires municipales
et de l'Habitation (2) : volet Métropole**

(Onze heures trente minutes)

Le Président (M. Schneeberger) : Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte.

La commission est réunie aujourd'hui afin de procéder à l'étude du volet Métropole des crédits budgétaires du portefeuille Affaires municipales et Habitation pour l'exercice financier 2023-2024. Une enveloppe de 1 h 30 min a été allouée pour l'étude des crédits.

Mme la secrétaire, est-ce qu'il y a des remplaçants?

La Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Girard (Lac-Saint-Jean) est remplacé par Mme Boivin Roy (Anjou—Louis-Riel); Mme Dufour (Mille-Îles), par Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger); et M. Fontecilla (Laurier-Dorion), par M. Marissal (Rosemont).

Le Président (M. Schneeberger) : Nous allons procéder à une discussion d'ordre général par blocs d'échange, incluant les questions et réponses. La mise aux voix des crédits sera effectuée à la fin du temps alloué, soit après... en après-midi, vers 13 heures.

Métropole

Discussion générale

Alors, nous... Le temps est... Vous êtes tous là, alors nous allons commencer avec un groupe d'échange avec le groupe de l'opposition officielle. Et je donne la parole à la députée de... Jeanne-Mance—Viger, excusez-moi.

Mme Rotiroti : Merci, M. le Président. Alors, bonjour à tous. Bonjour à mes collègues, et M. le ministre, et tous les gens qui vous accompagnent de votre cabinet. Merci d'être là.

Alors, je ne passerai pas trop de temps sur des remarques préliminaires, parce que je considère que la métropole, c'est très important. On dit tous : Quand la métropole fonctionne, l'ensemble du Québec fonctionne bien. J'étais très contente de voir votre nomination, M. le ministre, comme ministre responsable de la Métropole, d'autant plus que vous avez une excellente réputation. On vous nomme le superministre, alors je suis très confiante que, quand vous êtes assis autour de la table du Conseil des ministres, vous avez quand même du pouvoir. Alors, c'est une bonne nouvelle pour Montréal.

Puis moi, je vous... vois un petit peu votre rôle comme un ministre de coordination, veiller sur tous les dossiers qui touchent la métropole. Alors, j'avais le goût de vous demander : Pour vous, ce serait quoi, les dossiers prioritaires pour la métropole pour la prochaine année?

M. Fitzgibbon : Bon, merci. Alors, bonjour, tout le monde. Heureux d'être ici avec vous. Merci pour vos commentaires en introduction.

Et, vous avez raison, le ministre de la Métropole est un rôle de coordination. Quand j'ai rencontré Mme Plante en début de mandat, on avait établi des priorités, elle et moi, où j'étais pour être plus présent ou plus supporteur. Je dirais que le premier, à l'époque, était la sécurité publique. Clairement, il y avait un enjeu là, on se rappelle, à l'automne dernier. Et je dois avouer que mon collègue le ministre de la Sécurité publique a fait un très bon travail. Donc, mon rôle a été un peu effacé, mais j'étais quand même alerté à ça.

Le deuxième, clairement, c'est la question du transport structurant, le transport collectif. Je crois beaucoup que Montréal en a besoin. J'ai très hâte de voir le REM en opération, qui va, selon moi, être un catalyseur pour que les gens réalisent comment important c'est. Clairement, le REM de l'Est ou le Projet structurant de l'Est est très proche de mon cœur, mais, ma collègue aux Transports, ça l'est aussi, important pour elle, donc je vais la supporter dans les efforts. On va voir le rapport qui va sortir bientôt, en juin.

L'autre élément, clairement, c'est l'habitation. Ma collègue la ministre de l'Habitation, je l'aide beaucoup. Elle n'a pas besoin d'aide tant que ça, mais, quand même, je veux la supporter, surtout quand on va regarder comment le privé va s'impliquer.

Évidemment, la culture, c'est important, puis le tourisme. Je vous dirais que ça, c'est les trois piliers importants. Puis le quatrième, qui est ma responsabilité fonctionnelle, c'est l'est de Montréal. Je m'en occupais avant que je sois ministre de la Métropole et je vais continuer. Et j'aimerais ça que mon legs, c'est qu'on voie quelque chose de structurant qui va se faire dans l'est avant la fin du mandat.

Mme Rotiroti : Merci, M. le ministre. Et je vais vous dire que vous me faisiez sourire un petit peu parce que, dans les dossiers que vous nommez prioritaires, on va en discuter, c'est exactement les dossiers que je voulais

vous... sur quoi je veux vous questionner. Vous avez mentionné le transport structurant, entre autres, le REM de l'Est. Alors, on est... On pourrait dire qu'on est dans la case de départ avec le REM de l'Est suite à le travail que la CDPQ a fait, le 10 milliards qui était promis. Là, on est autour de la table avec la STM, l'ARTM, la ville de Montréal, finalement, qui a une place, qui s'est battue pour avoir une place là-dessus.

Et là, si je prends les... la réponse de la ministre du Transport pas plus tard qu'hier, aux études de crédits, elle dit qu'elle voudrait avoir un plan pour 2026. Ça, ça veut dire que ça nous amène à la prochaine élection où est-ce que vous devrez encore promettre le REM de l'Est. Alors, quand vous dites que l'est de Montréal est important, moi, je... Ma circonscription se trouve dans l'est de Montréal. Je suis entièrement d'accord avec vous, il y a un potentiel énorme de développement économique dans l'est de Montréal. Puis on parlera pour les projets qui s'en viennent pour l'est, mais, pour le REM de l'Est, est-ce que vous êtes d'accord? Est-ce que vous ne trouvez pas que huit ans, c'est long, avoir un plan, un tracé? Parce que, là, on va arriver en 2026 puis on n'a rien fait dans l'est de Montréal au niveau de la... du transport structurant.

M. Fitzgibbon : OK. Premièrement, ma collègue a mentionné, je pense, un plan final. Alors, il faut définir c'est quoi, un plan final. Je pense qu'elle ne référerait pas à un tracé. Elle référerait à beaucoup plus que ça. C'est clair que le projet est parti sur les caps de roue. On se rappelle de l'histoire, puis je ne veux pas refaire cette histoire-là. Moi, je regarde ça aujourd'hui, je... L'ARTM va déposer son projet, le plan, au mois de juin. Moi, je l'ai dit à la ministre des Transports, je veux être avec elle, je veux revoir ça. On a vu les maires de la couronne nord qui ont exprimé leur désir, eux aussi. Je pense qu'il n'y a personne au gouvernement qui questionne le fait que le REM de l'Est va être la colonne vertébrale, le développement économique d'une région qui en a besoin. Alors, je pense que personne n'est contre ça. La question : À quelle vitesse peut-on aller... Quand on va s'entendre sur un tracé, là, qui n'est pas nécessairement simple. Après ça, il faut faire le DO au PQI. Le PQI considère que le REM de l'Est, tu sais, il va arriver un jour. La question, c'est : À quelle vitesse on peut faire les différentes étapes?

Un, tracé, il faut s'entendre sur ça. Deux, qui va faire le REM de l'Est? Comment on va travailler? Est-ce qu'on travaille avec la Caisse de dépôt? Est-ce qu'on travaille avec le MTQ? Est-ce qu'on a une agence? Il y a des décisions que le gouvernement n'a pas encore prises, et je vais vouloir participer dans les discussions. Parce qu'un coup qu'on a décidé qui va le faire, c'est quoi, le tracé, c'est quoi, le coût, bien là, on va... on aura les éléments pour avancer le plus vite possible. Mais je pense qu'on est très clairs qu'il faut aller le plus vite possible dans les contextes où il faut avoir des données, là, évidemment, probantes pour justifier, là.

Mme Rotiroti : Ça fait que, quand vous parlez, en juin, le plan qui va être déposé, est-ce que ça va... Parce que, là, présentement, on parle de quatre tracés différents. Je voudrais porter à votre attention que les gens de Rivière-des-Prairies, qui sont quand même un peu enclavés, ne sont vraiment pas desservis. Je sais qu'il y a un tracé où est-ce qu'on passe... il y aurait une station dans Rivière-des-Prairies. J'aimerais ça savoir, vous, dans votre... dans les quatre tracés qui sont présentement présentés... On a vu cinq maires sortir avant-hier, en faire la promotion sur le tracé qui s'en va vers Laval. Vous, est-ce que, dans les quatre tracés, il y en a un que vous privilégiez plus qu'un autre par rapport à... toujours en gardant en tête que l'accessibilité... l'objectif du REM de l'Est, c'était d'avoir un accès rapide au centre-ville de Montréal?

M. Fitzgibbon : La réponse, c'est que je n'ai pas de préférence. Par contre, je peux affirmer que ma préférence, ce serait qu'on ait un projet, premièrement, étapiste, parce que c'est clair pour moi que la couronne nord... ça part de Repentigny, ça va à Terrebonne, Mascouche, ça va à Laval aussi pour la reconnexion avec le métro Montmorency, c'est clair que la couronne nord doit avoir une certaine intégration avec le REM de l'Est. Ça se fait du premier temps ou du deuxième temps. Moi, je suis un de ceux qui pensent qu'on y va par étapes. Faisons-le comme il faut à une étape.

Puis on a la question aussi du centre-ville. Beaucoup de gens disent : Ah! il faut le mettre au centre-ville tout de suite. Moi, je pense qu'il faut y aller par étapes. Puis la ligne verte est bonne pour l'instant, peut-être pas pour 20 ans, mais elle est bonne peut-être pour 10 ans.

Alors, allons-y par étapes, mais ayons en tête le tracé ultime. Je pense que... Avec l'ARTM, au mois de juin, on va, je pense, être capables de choisir, j'espère — ce ne sera pas facile, là — un tracé, puis après ça dire : Bien là, on fait ça comme ça parce que voici les étapes suivantes qui vont arriver.

Mme Rotiroti : Oui, vous avez entièrement raison de dire que ce n'est pas... ce n'est pas facile, je vous l'accorde. Ça devient d'autant plus compliqué quand on parle de le fait que, là, l'accès au centre-ville se ferait par la ligne verte et la ligne bleue. Ça fait qu'il y aurait comme deux stations intermodales, une sur la ligne bleue, qui est la station de Lacordaire, et l'autre sur la ligne verte, ce qui m'amène à vous dire : Avec les bris de service qu'on a eus, dans une semaine, on a eu deux bris de service, évidemment, c'est toute la question de l'entretien de nos lignes de métro, et on se rabat sur la ligne verte en disant que c'est une question d'achalandage. Il y a moins d'achalandage qui est capable de supporter les gens qui vont arriver de la couronne nord. Est-ce que ça vous inquiète, M. le ministre, le fait qu'on a eu ces deux bris de service là?

M. Fitzgibbon : La réponse, c'est oui, puis c'est au même titre que... On a vécu ça avec Hydro-Québec... lignes de transport. C'est clair que, pendant qu'on considère des nouvelles infrastructures, le déficit de nos infrastructures existantes ne doit pas être oublié. Puis je pense que, depuis 15, 20 ans, souvent, c'est ça qui est arrivé. On fait des

nouvelles patentes, puis les anciennes, bien, elles ne sont peut-être pas en ordre. Clairement, ça a réveillé beaucoup de monde, pas que le monde était endormi, mais c'est qu'il faut... Même si on considère des nouvelles infrastructures dans le cas du REM de l'Est, qui commencerait peut-être à Radisson ou à Honoré-Beaugrand, parce que je ne sais pas où ça va se faire, là, ce qu'on a en place doit mieux fonctionner ou doit, à tout le moins, être contemporain, parce que sinon on va créer le problème à la base, là. Alors, je suis d'accord.

Mme Rotiroti : Ça fait que j'imagine qu'au niveau de l'entretien vous êtes très au fait de les revendications de la STM, en disant qu'il n'y a pas de... suffisamment de fonds, malgré les investissements que nous avons... vous avez faits, qu'il n'y a pas assez... suffisamment de fonds pour, justement, faire ces entretiens-là de nos lignes de métro qui en ont besoin. J'imagine, vous êtes très au fait et très conscient du problème déficitaire de la STM.

M. Fitzgibbon : En fait, je suis au courant en partie. Je dois avouer que la mécanique du déficit... Je l'ai probablement sur une fiche, à quelque part, là, mais je pense que ma collègue aux Transports, elle connaît tous les faits puis...

Mme Rotiroti : 70 millions.

M. Fitzgibbon : Pardon?

Mme Rotiroti : On parle d'alentour de 70 millions.

• (11 h 40) •

M. Fitzgibbon : Alors, c'est sûr qu'il va falloir... Il faut considérer à quelle vitesse on va rehausser nos actifs existants.

Mme Rotiroti : Parfait. Alors, juste pour finir, pour le REM de l'Est, vous êtes confiant qu'au moment que le plan soit soumis, en juin, vous pouvez arriver avec un échéancier, un plan de match, je dirais ainsi, pour arriver, en 2026, avec, à tout le moins, une pelletée de terre.

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, je pense que la clé, c'est qu'avec l'ARTM, au mois de juin... qu'on ait des propositions de tracé. Et là il y a beaucoup de monde qui vont être impliqués. Il y a beaucoup de maires puis... Bon, ça veut dire, ça, c'est complexe, hein, en soi, là. De prétendre que ma collègue aux Transports va, en quelques semaines, avoir un tracé final, tout le monde va être content, je pense, c'est un peu utopique. Mais je pense qu'on est tous... On est tous, tous... Tu sais, moi, je suis député de Terrebonne puis je parle à Mathieu Traversy, Guillaume, M. Boucher, Valérie. Tout le monde veut que ça fonctionne, là. Ça fait que je pense que, si on s'entend rapidement, parce qu'on doit avoir une acceptabilité de la part des maires, même si c'est nous autres qui paient... Puis, aussitôt qu'on a l'acceptabilité, bien là, il faut aller au fond pour avoir... Qui va être le maître d'oeuvre? C'est encore incertain. Il y a plusieurs...

Alors, je ne veux pas mettre de promesses, là, mais je peux vous dire que je vais mettre mon effort pour supporter ma collègue aux Transports.

Mme Rotiroti : Puis le 10 milliards qui était prévu pour le REM de l'Est, est-ce que vous anticipez, évidemment, avec les nouveaux tracés... On ne sait pas lequel qui va être privilégié ou lequel qui va être choisi. Est-ce que le 10 milliards est toujours là pour le REM de l'Est? Et est-ce qu'il y aura suffisamment d'argent pour terminer le projet?

M. Fitzgibbon : Évidemment, j'aurais de la difficulté à vous dire si 10 milliards, c'est trop ou c'est assez... si c'est trop ou ce n'est pas assez, je m'excuse, parce qu'évidemment, tant qu'on n'a pas le tracé... Bien, c'est sûr que c'est un projet qui va être excessivement dispendieux. Encore une fois, je pense que, comme gouvernement, considérant l'impact économique... Parce que ce n'est pas juste un transport pour du monde, c'est économique aussi. On veut relier une partie de Montréal qui a été complètement abandonnée... pas abandonnée, mais qui n'a pas été utilisée, n'a pas été développée. Alors, c'est clair qu'il y a une valeur économique incroyable. Alors, 1 milliard de plus, 1 milliard de moins, je ne pense pas que c'est l'enjeu auquel on fait face.

Mme Rotiroti : Parfait. Juste pour le... On parle de mobilité. On parle d'avoir l'accessibilité, d'arriver rapidement, comme mode de transport, le métro, pour que les gens délaissent un petit peu les voitures pour utiliser le transport en commun. En même temps, ça diminue les gaz à effet de serre, c'est bon pour l'environnement, etc.

Vous êtes au courant qu'il y avait... La STM a annoncé en janvier qu'elle mettait fin à huit lignes d'autobus express qui faisaient 10 minutes... l'intervalle, c'était de 10 minutes, faute de financement. Et ce service-là a été très apprécié, entre autres, mais aussi important pour que les travailleurs retournent au centre-ville. Puis là on rentrera sur les études que la chambre de commerce a faites, le télétravail, puis le fait qu'on veut revitaliser le centre-ville, puis on veut que les gens reviennent dans les tours au centre-ville.

Est-ce que vous avez été avisé ou est-ce que vous avez été... Est-ce que vous avez eu des discussions avec la STM pour voir pourquoi on n'a pas pu, à tout le moins... au lieu de tout, tout, tout annuler, là, à tout le moins, d'en garder deux, trois, trois lignes?

M. Fitzgibbon : Je n'ai pas eu de discussion... J'ai eu des discussions avec la STM sur un autre sujet, pas celui-là, c'est sur l'autobus électrique hybride. Par contre, j'ai eu une discussion avec ma collègue ministre aux

Transports, qui, comme vous savez peut-être, fait une consultation présentement sur le terrain pour préparer un plan quinquennal qui va inclure comment, justement, est-ce qu'on a plus de besoins au centre-ville par rapport à ça. Donc, je n'ai pas eu de discussion avec la STM directement. Ma collègue en a eu. Puis, c'est clair que je vais...

Mme Rotiroti : Mais, si je vous dis que... Vous avez raison quand vous dites que votre collègue des Transports a eu des conversations, sauf qu'elle lance la balle... Ils se lancent la balle, là. La ministre du Transport lance la balle au STM, la STM lance la balle au ministre du Transport. Entre-temps, c'est les citoyens qui paient le prix, parce qu'il n'y a pas de ligne express.

M. Fitzgibbon : Oui. Non, je comprends. Puis, écoutez, en même temps, je suis très, très près de la chambre de commerce, avec qui on a travaillé pour la relance du centre-ville, M. Leblanc. On travaille aussi avec Lalumière, Tourisme Montréal.

Alors, écoutez, je vais le prendre de l'autre bord, je vous dirais. C'est que c'est clair que le centre-ville de Montréal a besoin d'amour, comme l'est de Montréal, pour d'autres raisons. Alors, c'est clair que, s'il y a des moyens de transport additionnels qu'il faut faire, que tout le monde veut avoir, bon, j'aurai la discussion avec ma collègue aux Transports, mais, à ce moment-ci, je n'ai pas eu le... Je n'ai pas eu de détails encore, mais je vais suivre ça de très près.

Mme Rotiroti : Il me reste-tu du temps, M. le Président?

Le Président (M. Schneeberger) : Oui, quatre minutes.

Mme Rotiroti : Je vais revenir à la ligne bleue, la ligne bleue, parce que c'est, pour moi, mon legs dans mon comté. Vous savez, c'est cinq stations. Trois stations se retrouvent directement dans ma circonscription. Je vois qu'on a réglé l'enjeu avec la station d'Anjou, qui est en excavation présentement. Vous me garantissez que l'argent est là, et qu'il n'y aura aucune interruption de construction, et que les cinq stations vont rester intégralement.

M. Fitzgibbon : Oui. Non, je confirme qu'on ne veut pas reculer sur un projet dont on parle depuis plus de 20 ans. Il y a des enjeux dans lesquels j'ai été impliqué au niveau de l'expropriation, des enjeux économiques où j'ai été consulté. Et j'ai, encore une fois, discuté... bien, à l'époque, c'était avec le ministre du Transport précédent, là, puis la volonté du gouvernement, c'est de le faire. Il y avait des enjeux, il faut s'entendre. Il y a une des stations en particulier, là, où il y avait du monde qui n'était pas content de se faire exproprier, mais, bon, je pense qu'ultimement les Montréalais méritent d'avoir cette extension-là, puis elle va se faire.

Mme Rotiroti : Parfait. Alors, je vais y revenir dans le prochain bloc. Merci, M. le ministre.

Le Président (M. Schneeberger) : OK. Merci à la députée de Jeanne-Mance—Viger. Alors, nous allons maintenant à la deuxième opposition, et j'entends le député de Rosemont.

M. Marissal : Merci, M. le Président. Pouvez-vous me dire j'ai combien de temps?

Le Président (M. Schneeberger) : Oui. Alors, vous avez des blocs... Et, c'est vrai, je m'excuse, j'ai oublié de nommer les blocs tout à l'heure. Alors, l'opposition officielle a trois blocs de 17 min 51 s. La deuxième opposition a un bloc de huit minutes... deux blocs de 8 min 56 s. L'opposition... La deuxième opposition... troisième opposition, pardon, a 5 min 48 s. Et, si un groupe d'opposition ne prend pas les minutes au complet, à ce moment-là, ils sont automatiquement redirigés aux autres groupes, redistribués. Alors, M. le député de Rosemont, la parole est à vous.

M. Marissal : Merci. Vous avez proactivement répondu à ma deuxième question. Je vous en remercie. M. le ministre, bonjour. Bonjour. Bonjour, collègues. Ça fait longtemps, M. le ministre. Je m'ennuyais presque.

Blague à part, comme ma collègue d'Anjou... pas d'Anjou, mais de Jeanne-Mance—Viger, excusez-moi, excusez-moi, j'étais plutôt... heureux, c'est un gros mot, là, mais j'étais plutôt sympathique à votre arrivée à la Métropole, parce que, bon, on ne s'est pas tout le temps entendus, là, vous et moi, mais vous avez la réputation de livrer. Puis moi, je suis un député de l'est de Montréal, puis on a besoin de livrer dans l'est de Montréal. Montréal, oui, c'est vrai en général, mais il y a des coins franchement plus urgents, et l'est de Montréal... Vous le savez, je suis heureux de vous entendre dire que vous cherchez quelque chose, vous cherchez un legs. Je pense que vous avez probablement trouvé quelque chose.

Mais, d'abord, une petite question, une petite parenthèse. Vous dites que vous cherchez un legs. C'est donc que vous ne vous représenterez pas. Vous nous annoncez votre départ prochain. Non, mais parce que, quand on cherche un legs, c'est parce qu'on s'en va, d'habitude.

M. Fitzgibbon : Non, mais mon legs va être en 2030 peut-être, mais... Non, mais je pense que, clairement... Et, quand j'étais ministre de l'Économie, j'avais ce même intérêt-là, parce que... Je travaille avec Investissement Québec depuis 2018. On parcourt le monde. J'ai parcouru le monde, moi aussi, et je dois avouer qu'on ne parlait jamais de l'est de Montréal, on n'en parlait pas parce que... comment on s'y rend, comment on y habite. Puis là je pense qu'avec mes deux collègues ministre aux Transports et ministre à l'Habitation, qui sont très motivées... bien là, quand eux vont

pouvoir annoncer des choses, nous allons pouvoir, au niveau économique, je pense, valoriser le territoire, surtout dans un contexte où on manque de... on manque de terrains grands, on manque d'accès à l'électricité. Ça, c'est un autre débat, là, mais on peut faire des choses à l'est de Montréal pas mal rapidement.

M. Marissal : OK, mais comme quoi? Parce que je suis sûr que vous avez deux, trois idées, là. Vos priorités pour l'est de Montréal, c'est quoi?

M. Fitzgibbon : Oui. Bien, j'ai... j'ai eu beaucoup de discussions avec Valérie puis avec la ministre de... la mairesse, Mme St-Laurent, pour comprendre leur vision, parce qu'ultimement j'ai beau arriver avec des projets, là, s'ils n'en veulent, bien, ça ne se fera pas. Alors, on parle, évidemment... On ne parle pas d'industrie lourde, là, mais on parle d'industrie légère. On parle de recyclage. J'aime beaucoup l'idée. Alors, on a commencé déjà, chez Investissement Québec, à cibler des industries. Puis moi, je dirais industrie légère, services, évidemment, côté climatique, via le recyclage, c'est des thématiques qui sont très proches des deux mairesses et pour lesquelles je pense qu'on peut peut-être livrer des projets. On en a un qu'on regarde déjà. Puis, le net zéro, là, on en parle beaucoup, là. Il y a une couple de projets qu'on regarde présentement.

M. Marissal : La chimie verte.

M. Fitzgibbon : Machinerie verte?

M. Marissal : La chimie verte. On a beaucoup parlé d'un pôle de développement.

• (11 h 50) •

M. Fitzgibbon : Oui. On regarde avec ParaChem. Par exemple, il y a le projet que vous êtes au courant, sûrement, avec SAF+, où on pourrait prendre le CO₂ qui est émis par ParaChem, prendre l'hydrogène vert, présentement, qui vient de Bécancour — c'est la seule place qui en fait — faire du SAF, le «sustainable aviation fuel». ParaChem et Suncor regardent des projets aussi. Suncor a un intérêt considérable en notre source hydroélectrique. Suncor est intéressée peut-être à faire des projets aussi. Alors, oui, on regarde.

M. Marissal : Comment ça va, la décontamination des terrains? Ça fait des années qu'on parle de ça, là, avant que vous et moi n'entrions en politique, là, puis il me semble que ça ne bouge pas tant que ça. Puis vous dites qu'il n'y a pas de grand terrain. Il y en a quand même. Il y en a quelques-uns, là. Comment ça avance, ça?

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, il y avait... On a octroyé, en 2019... je pense que c'était 100 millions de dollars sur un projet de 200. On avait dit à la mairesse, aux deux mairesses que nous allions les aider. C'est des projets qui sont organisés, qui sont coordonnés par la ville. On a offert notre aide, puis là, tranquillement, on va être sollicités pour les aider. Et je n'ai pas le chiffre, là... être à quelque part, là. On a commis, à date, sur le premier 100 millions... Il y a quand même des projets qui se sont faits, là, puis... Excusez-moi. Donnez-moi 30 secondes. On a présentement à peu près 13 millions de projets qui sont en cours, mais on a 85 qui s'en viennent.

Alors, il est possible que, d'ici six mois, la mairesse nous demande de faire la deuxième contribution de 100 millions. Ce qu'on a dit, évidemment : Dépense le premier 100 millions, puis on enverra le deuxième, là. Mais nous avons 200 millions disponibles. Et, oui, il faudra aller plus vite, mais c'est quand même complexe, hein? Vous êtes d'accord avec moi. Alors, on met de la pression, parce que plus vite on va décontaminer, plus vite on va pouvoir faire des projets.

M. Marissal : Il y a 13 millions, donc, sur les 100, qui ont été, à ce jour...

M. Fitzgibbon : Commis, là, mais il y a 85 qui sont comme en discussion. Je pense que la ville de Montréal a accéléré... Il y a une nouvelle personne en charge du développement économique, là, j'oublie son nom, je m'excuse, mais je sens que la ville a commencé à accélérer un peu l'effort pour trouver les terrains à décontaminer, les décontaminer puis les revaloriser après, parce qu'il ne faut pas oublier qu'il faut les revaloriser après, puis ça prend un acheteur, là.

M. Marissal : Êtes-vous satisfait du rythme? Parce qu'il me semble, 13 millions en 2019, 100 millions trois ans plus tard... quatre ans plus tard, même, déjà, le temps passe vite... On a dépensé 13 millions. Il y a 87 % qui dort, alors que c'était la priorité, là, avec le fameux Protocole de Montréal puis...

M. Fitzgibbon : Oui, puis, en même temps, tu sais, bon, il y a la pandémie. On n'a pas parlé de ça, mais il y a la pandémie. Puis, ultimement, ça prend du développement aussi. Tu sais, on... Je pense que la ville était un peu... avait raison de dire : Bien là, on va décontaminer pour quelle utilisation? Tant que tu ne sais pas l'utilisation, tu décontamines comment? Décontaminer pour faire un parc avec des canards, décontaminer pour faire une usine d'industrie lourde, ce n'est pas la même affaire. Alors, je pense que la ville était prudente, à juste titre, selon moi.

Mais là je pense qu'avec tout ce qui va se passer avec le REM de l'Est, ce qui va se passer avec l'habitation... On sent un momentum, là. Je sens qu'il y a une... Puis on a fait une petite poussée, là. Puis je pense que Mme Plante réalise que, tu sais... On nous a demandé l'autre 100 millions, on a dit non. Dépense le premier, tu vas avoir le deuxième, là. Ça fait qu'on a un incitatif à aller plus vite, puis je pense qu'on est... qu'on est cohérents avec la ville de Montréal, là.

M. Marissal : Nonobstant la pandémie, là, qui a bel et bien existé, là, il n'y aura pas de débat là-dessus, mais nonobstant cela, qu'est-ce que votre gouvernement a livré en... J'allais dire en cinq ans, mais c'est quatre ans et quelques mois, là. En quatre ans, qu'est-ce que votre gouvernement a livré pour la métropole?

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, on a fait des choses dans plusieurs segments, là. Je regarde la... Au niveau de la sécurité publique, je pense qu'on a pallié à un paquet de choses. On a aussi, au niveau de... Bon, l'économie, on a quand même eu des projets, à Montréal, qui ont été faits. On a travaillé activement... Ce n'est pas l'est, là, mais on a travaillé activement sur la relance de Montréal. On a mis 40 millions à Montréal sur 50 millions, sur les centres-villes. Le transport collectif, on encourage quand même l'étude du REM. Le logement social, il y avait l'AccèsLogis, est remplacé par le PHAQ, qui va fonctionner. On a travaillé aussi un peu sur l'itinérance. Mon collègue ministre... j'oublie son ministère, là, à la Santé, il travaille avec le ministre de la Santé. Je pense... Au Tourisme, on a fait des choses aussi. Alors, j'ai la liste ici, là. Mais je pense qu'on a quand même bien... bien performé, là.

M. Marissal : Bien, ce que vous nous nommez, c'est des trucs à venir, en grande partie, ou réactives, là. Il y a eu... il y a eu des fusillades à Montréal, on ne se le cachera, pas, là, puis effectivement il fallait faire quelque chose, là. Mais ce que vous nous nommez, ce n'est pas des réalisations, c'est des projets.

M. Fitzgibbon : Bien, on a quand même aussi continué le programme de Réflexe Montréal, là. Vous vous rappelez qu'on a un programme, le plan économique... le plan de développement économique de Montréal, le PEC, comme on l'appelle, puis on a mis... on a reconduit 150 millions, 50 millions par année. La ville, il faut comprendre, la ville aussi est responsable de nous donner... de nous soumettre des projets. On a reconduit le 100 millions pour le montant annuel qu'on donne à la ville.

Alors, les sommes d'argent allouées à la ville de Montréal ont été au rendez-vous. La ville a la souveraineté de déterminer comment dépenser de l'argent, puis je pense qu'il y a des choses qui ont été faites. Puis on est toujours en support puis on va continuer à l'être.

M. Marissal : Bien honnêtement, j'ai vu des gouvernements plus actifs envers la métropole, là, M. le ministre. Puis prenez-le pas personnel, mais j'ai vu des gouvernements plus actifs qui avaient des ministres plus actifs. Je regarde, là... J'ai passé au crible le discours prononcé par le ministre des Finances le mois dernier ou il y a deux mois maintenant. Sur 7 000 mots, pas une fois le mot «métropole», pas une fois le mot «Montréal». Ça n'a pas l'air d'être une priorité prioritaire, comme disait l'autre.

Le Président (M. Schneeberger) : 10 secondes.

M. Fitzgibbon : Je vous dirais, je pense que c'est faux, là, respectueusement. Moi, par exemple, je suis probablement, dans les 125 députés, celui qui a passé le plus de temps à Montréal, ne serait-ce que par mon âge. Alors, moi, je pense que les gens...

Le Président (M. Schneeberger) : Merci, M. le ministre. Alors, nous retournons maintenant du côté de la première opposition... l'opposition officielle, pardon. Alors, Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, pour un total de 19 min 40 s.

Mme Rotiroti : Parfait. Merci beaucoup, M. le Président. Je souris parce que le dernier commentaire par rapport à son... à l'âge du ministre, ça me fait rire. Ce n'est pas pour... Je ne pense pas que c'est pour ça qu'il a un intérêt pour la métropole. Je pense que...

Bon, ceci dit, vous avez parlé... On a... Vous avez abordé, dans vos priorités, la sécurité publique de Montréal. Puis vous savez sans doute que la SPVM a beaucoup, beaucoup, beaucoup de défis devant eux, entre autres, le fait qu'il y a des agents qui quittent leur emploi. Il y en a qui vont à la retraite, mais il y en beaucoup... Il y a un exode des policiers de la ville de Montréal, qui s'en vont dans les banlieues pour des différentes raisons mais aussi pour le fait que c'est rendu inquiétant, qu'est-ce qui se passe dans les rues de Montréal, ce qui fait en sorte qu'ils s'en vont dans les banlieues pour avoir un petit peu plus de répit et de paix, sans mentionner les salaires qu'ils font, le salaire de base qu'ils font, souvent, sur l'île de Montréal, avec tout le danger et toutes les responsabilités qu'ils ont versus en banlieue, qu'ils sont mieux payés. Juste pour vous donner un chiffre qui va quand même... qui est frappant, là, en 2023, il y a 4 020 policiers en service versus 4 600 en 2017. Ça fait qu'au lieu d'augmenter le nombre de policiers on est en diminution, pour des raisons que je vous ai mentionnées tout à l'heure.

Alors, je sais qu'on a un nouveau directeur à la SPVM. Il a l'air d'être plein de volonté. Il faut donner la chance au coureur. Vous, est-ce que vous, vous êtes dans les discussions avec la SPVM, ou vous... vous dites : C'est la juridiction de la ville de Montréal, je ne m'en mêle pas, ou est-ce que vous êtes autour de la table? Est-ce que vous leur parlez? Est-ce que c'est une question d'argent, de... C'est quoi, votre contribution dans ce...

M. Fitzgibbon : En fait, je n'ai pas de discussion directement avec eux. Clairement, c'est un dossier que je vais laisser à mon collègue ministre de la Sécurité publique. Par contre, j'ai eu beaucoup de discussions avec lui, parce qu'évidemment, comme j'ai dit tantôt, c'était une des priorités de Mme Plante quand je suis arrivé en poste. Puis je suis heureux constater qu'on a quand même octroyé, je vais regarder les chiffres, 225 millions sur cinq ans

pour l'embauche de policiers. Puis on a aussi, à ma connaissance, commencé à rehausser le salaire d'entrée, parce que vous avez raison — je l'ai vécu quand je parlais à la communauté de Terrebonne, j'étais beaucoup impliqué avec Terrebonne à l'époque — qu'il y a beaucoup de policiers qui préféreraient aller en banlieue que rester à Montréal considérant le niveau de risque, et ainsi de suite.

Alors, je pense que mon collègue a, je pense, adressé l'enjeu avec hausse de budget, hausse de salaires. Puis, à ma connaissance, Mme Plante est quand même satisfaite de la progression qui a eu lieu.

Mme Rotiroti : On a vu récemment, puis je... puis le Grand Prix s'en vient à grands pas, c'est dans un mois et demi à peu près, on a... Il y a eu un cri, un cri d'alarme en disant : Ça va être... ça va être un été chaud à Montréal, en parlant de la violence. Puis on sait qu'on a des nombreux festivals, rien qu'à y penser, le festival de jazz, des gens qui arrivent de partout, les touristes. Il y a des milliers de personnes dans la rue à Montréal. Est-ce que... À votre connaissance, M. le ministre, est-ce qu'il y a un comité de coordination, un comité qui a été mis en place pour s'assurer, justement, dans cette période chaude, comme on sait, qu'il y aura plus d'effectifs, il y aura plus de policiers? Y-a-tu un plan de match qui est en train de se mettre en oeuvre pour s'assurer que, même à l'étranger, ceux qui sont intéressés de venir cet été pour participer à ces festivals-là, puis on le sait, le tourisme, à quel point c'est un dossier économique qui nous rapporte de l'argent... qu'ils vont se sentir en toute sécurité pour venir visiter Montréal cet été?
• (12 heures) •

M. Fitzgibbon : Non, absolument, vous avez donné un très bon point. D'ailleurs, je veux en profiter pour répondre à une question du député de Rosemont, là. Une de mes contributions à Montréal, c'est que j'ai rajouté deux ans au Grand Prix. Je suis fier d'avoir fait ça.

Mais, pour revenir à votre question, effectivement, c'est un enjeu. Et mon collègue aux... à la Sécurité publique, je regardais mes notes, là, a travaillé avec la ville de Montréal pour une cohorte additionnelle de 72 policiers, à court terme, pour, justement, adresser les enjeux ou vivre avec les enjeux, heureusement, du rehaussement des touristes à Montréal. On le voit, hein? Je suis allé au Palais des congrès il y a... cette semaine pour le congrès des mines. Alors, on voit une effervescence. Les gens veulent revenir. On a aussi une chaire, Living Lab, du SRM, pour, justement, revoir comment on va mieux encadrer la violence. Puis il y a le programme CENTAURE, que vous connaissez aussi. Il y a beaucoup de prévention. Donc, oui, on est conscients de ça. Et je pense que, clairement, les 72 personnes de plus qu'on va avoir durant l'été vont permettre...

Mme Rotiroti : Ça fait qu'il n'y a pas de plan spécifique ou une coordination spécifique pour le temps estival à Montréal.

M. Fitzgibbon : Bien, le rehaussement des... du nombre de policiers, ça, c'en est un, spécifique. Y a-tu d'autres choses qui sont faites? Probablement, mais je ne suis pas dans le détail de...

Mme Rotiroti : Puis, quand vous parlez de haussement de... rehaussement de policiers, parce que vous avez... est-ce que vous parlez de 250 millions de dollars qui est investi sur cinq ans?

M. Fitzgibbon : Bien, ça fait partie de ça. Mais ils ont quand même... Ils vont avoir 72 policiers, à court terme, qui vont être rajoutés à la cohorte, exclusive au SPVM, là. C'est quand même...

Mme Rotiroti : OK. Parce que je vous fais remarquer que, le 250 millions, là, qui est investi sur cinq ans, présentement, il y a 78 policiers de moins. Ça fait que vous, vous dites que vous allez en avoir 72 de plus.

M. Fitzgibbon : Bien, c'est l'intention, oui.

Mme Rotiroti : C'est l'intention. OK. Parfait. Concernant le centre-ville de Montréal, on va aller... Je sais que vous êtes très, très au fait des études, puis vous parlez souvent à M. Leblanc, qui est le président de la chambre de commerce. Ils ont déposé plusieurs études où est-ce qu'ils veulent la fin... la fin du télétravail. Même, eux, ils prônent le retour à 100 %, malgré qu'on sait qu'il y a des entreprises qui font des concessions deux jours par semaine, un jour par semaine, etc. Vous, est-ce que vous êtes d'accord avec le retour à 100 % dans les...

M. Fitzgibbon : Bien, c'est clair qu'il faut être prudent, comme gouvernement, parce que je ne pense pas que c'est à nous de mettre des règles, trois, quatre ou cinq jours, d'une part.

Deuxièmement, je pense qu'on a vécu, clairement, depuis... jusqu'à récemment, je dirais, une situation où la pénurie de main-d'oeuvre faisait en sorte que les gens... les employeurs avaient un enjeu sur la rétention. Donc, de forcer des gens à retravailler aurait probablement causé des départs importants. Ça dérangeait les entreprises. Donc, il y a eu une espèce de tolérance assez grande par rapport au télétravail. Et on voit de plus en plus des institutions financières... On a vu le président de la Banque Nationale, cette semaine, qui a dit : Bien là, moi, je... je ne sais pas si c'est quatre jours, là, mais moi, je vais imposer un retour plus fréquent. Alors, je pense qu'on commence à voir des entreprises qui sont plus confortables de dire : Bien là, peut-être que la productivité est bonne, là, à la maison, peut-être, elle peut être un peu mieux.

Alors, je pense qu'on voit un plus grand confort qui est lié au fait... Peut-être que la productivité, c'est un élément qu'ils doivent considérer, mais, d'autre part, c'est que, bon, le centre-ville de Montréal, c'est le fun, là, puis les gens... les jeunes, certainement, les jeunes aiment se retrouver.

Alors, moi, je pense qu'on est en train de voir une convergence. Est-ce qu'on va revenir à une normalité pré-pandémique? Probablement pas, hein? On avait... on avait déjà, avant la pandémie, ce désir-là de la part des jeunes. Alors, moi, je pense que les entreprises vont respecter ça. Le gouvernement, moi, je veux être prudent pour ne pas s'immiscer dans des décisions comme celles-là, parce que je pense que c'est très dangereux de prendre une approche pour toutes les entreprises.

Mme Rotiroti : Ça fait que vous êtes au courant. Parfait. Vous êtes au courant, d'abord.

Vous parlez de pénurie de main-d'oeuvre, et, en effet, je pense que le sondage que la chambre de commerce a fait fait justement mention que c'est un enjeu majeur. Mais aussi ils font la recommandation, puis ça a été demandé lors de... du dernier budget, l'enveloppe budgétaire qui n'a pas tout à fait répondu à l'appel de la chambre de commerce, en disant que d'assurer un service de transport collectif qui, dans le fond, rassurait le transport rapide, pour que les travailleurs, c'est un incitatif, dans le fond, pour que les travailleurs arrivent au centre-ville.

J'ai fait mention tout à l'heure des lignes express qui ont été coupées, les lignes express de 10 minutes. Dans le fond, on fait le contraire de qu'est-ce qu'on aurait dû faire, c'est-à-dire garder les lignes d'express fonctionnelles pour que ces travailleurs-là aient un incitatif pour qu'ils retournent au centre-ville. Alors, est-ce que vous allez mettre de la pression auprès de votre... vos collègues, M. le ministre, pour s'assurer que ces lignes-là reviennent en service?

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, comme je disais tantôt, je pense que c'est un peu l'oeuf et la poule. Est-ce qu'on fait des lignes puis on attend que le monde vienne ou on attend que le monde... si le monde veut venir, on met des lignes? Je pense qu'il y a un équilibre à avoir là.

Clairement, on veut le retour au centre-ville. Tout le monde est unanime. Ici, on est dans une situation où, les enjeux de transport collectif, il va falloir remédier à ça. Alors, les lignes auxquelles vous parlez, là, je n'ai pas dans la tête lesquelles spécifiquement, bien, clairement, si on voit qu'il y a un enjeu puis que, si avoir plus de lignes, plus de gens vont venir, on va le faire. Ça, c'est clair.

Puis d'ailleurs moi, j'ai hâte de voir le REM ouvrir, là. Le REM va être un... je pense, ça va être un catalyste extraordinaire. Les gens vont dire : Wow! Puis là on va voir une activation importante qui va justifier de faire le REM de l'Est encore plus vite, là.

Mme Rotiroti : Tout à fait. Puis je nous... je nous le souhaite, le REM de l'Est. Je pense que tout le monde... tout le monde veut... veut le REM. Il faut voir si, en 2026, on sera... où est-ce qu'on sera rendus pour la prochaine campagne, en espérant que ce ne sera pas comme le troisième lien.

On ira sur l'habitation dans le prochain bloc, M. le ministre, mais, au niveau de la rétention, on parle de l'exode des policiers, on parle de... On a de la misère à retenir nos policiers sur l'île de Montréal, mais on a aussi un problème de rétention des jeunes familles sur l'île de Montréal, des jeunes familles professionnelles qui s'en vont dans les banlieues pour des... différentes raisons, plus de terrain, la paix, le fait que les coûts sont exorbitants à Montréal. Je vous dirais que, pour une jeune famille, avoir une maison sur l'île de Montréal, c'est quasiment... quasi impossible avec l'inflation d'aujourd'hui. Les condos, écoutez, on n'en parle pas. Écoutez, ils sont rendus aussi chers qu'une maison. On peut parler d'un condo à 800 000 \$, ne serait-ce que dans mon comté à moi, que je ne me considère pas très près du centre-ville, quand même, puis c'est des frais exorbitants.

Vous ne pensez pas... Si on avait... Avez-vous pensé à une stratégie, un, de retenir les jeunes familles professionnelles, qui pourrait avoir un effet de diminuer leurs trajets pour aller travailler au centre-ville, diminuer les gaz à effet de serre? Avez-vous pensé à des mesures qui pourraient venir combattre ou, à tout le moins, diminuer la pression qu'ils ont pour qu'ils puissent s'acheter leurs premières maisons ou leurs premiers, là, condos sur l'île de Montréal?

M. Fitzgibbon : La réponse, c'est définitivement, parce que je pense que c'est très, très important. D'ailleurs, on a créé le ministère de l'Habitation. La ministre qui est responsable de l'Habitation, je travaille très étroitement avec elle. Vous vous rappelez de mes priorités pour la ville de Montréal. C'est une des priorités. Et en fait il va y avoir des annonces qui vont se faire bientôt.

Puis, moi, ce qui m'encourage beaucoup, c'est qu'on voit le privé, des promoteurs privés qui viennent nous voir — ils venaient me voir comme ministre de l'Économie puis ils venaient me voir comme ministre de la Métropole, ils vont voir la ministre de l'Habitation — puis qui disent : On veut participer à ça. Parce que tous les gens qui sont à Montréal, les entrepreneurs, les entreprises réalisent qu'il faut... il faut réanimer. Quand je dis «réanimer», il faut offrir des logements abordables à nos jeunes. Et on regarde des choses dans l'est, on regarde des choses plus dans l'ouest, pour ne pas le dire, boulevard Décarie, dans ce bout-là.

Et je suis très, très confiant qu'on va pouvoir annoncer bientôt, puis restez aux aguets que le privé va être au rendez-vous. Et ça, pour moi, c'est très important, parce que ce n'est pas rien que le gouvernement qui met... Quand le gouvernement est le seul pourvoyeur, ça ne marche pas. Il faut avoir le privé là-dedans. Puis je pense qu'on a un engouement, parce que les gens de Montréal sont soucieux du point de vue que vous mentionnez. Puis il faut avoir des logements abordables, logements sociaux aussi, un mélange de tout ça ensemble, là. Et moi, je pense que c'est une priorité, puis ma collègue l'a comme priorité aussi.

Mme Rotiroti : Très bien. Je suis contente que vous alliez là, M. le ministre, parce qu'avec la ligne bleue... Je vais prendre juste la ligne bleue. On parle des TOD, là, densification de... autour des stations de métro, et tout ça, qui fait en sorte que les prix des maisons sont en train d'exploser. Je peux vous en parler, j'habite dans mon comté. Mais,

tout ce concept-là de densification, de TOD, de logement, vous dites : Le privé doit s'en mêler. Entièrement d'accord avec vous, mais vous savez que le privé, il va s'en mêler s'il va faire de l'argent au bout du fil. Alors, les logements sociaux, malgré le fait qu'il y a un 20 % qui est obligatoire quand on fait de la densification, est-ce que vous, vous êtes confiant que ce sera respecté?

M. Fitzgibbon : ...il y a deux choses. Premièrement, effectivement, il faut que ma collègue... Bon, il y avait AccèsLogis. On a changé ça pour un nouveau programme qui va être plus efficient, selon moi. Donc, il faut que le gouvernement puisse donner un certain niveau de subvention pour baisser le prix.

Mais je peux vous dire que, pour avoir parlé à plusieurs entrepreneurs qui travaillent à Montréal, certains sont prêts à réduire leur retour sur investissement, considérant la valeur économique d'avoir plus de jeunes, plus de gens au centre-ville de Montréal.

• (12 h 10) •

Alors, moi, je pense qu'on peut combiner avec le privé et le gouvernement. C'est sûr que le gouvernement va avoir un rôle à jouer pour baisser le prix des portes, là, puis on est dans le détail mécanique, dans un projet qui est dans... plus à l'ouest du centre-ville. On regarde ce qui se passe à Bridge. Vous savez ce qui se passe là. Il y a plusieurs personnes qui regardent ça. On a plusieurs noyaux durs à Montréal, puis là il faut balancer ça entre les logements sociaux puis les logements abordables, là. Il y a deux... il y a deux concepts ici, là. Mais moi, je pense qu'on va... on va y arriver, avec quelque chose qui va être structurant.

Le Président (M. Schneeberger) : Cinq minutes.

Mme Rotiroti : Cinq minutes. Si je vous pose la question, M. le ministre : Qu'est-ce que vous pensez du site de l'hippodrome?, pour vous, ce serait... le projet idéal qui pourrait aller là, ce serait...

M. Fitzgibbon : C'est de ça que je parle.

Mme Rotiroti : Pardon?

M. Fitzgibbon : Je parle qu'on peut faire des logements sociaux là.

Mme Rotiroti : Logements sociaux.

M. Fitzgibbon : Ou abordables.

Mme Rotiroti : ...revenir...

Le Président (M. Schneeberger) : ...vous allez...

Mme Rotiroti : Oui. Il en reste encore?

Le Président (M. Schneeberger) : Oui. Il vous reste 5 min 40 s. Vous voulez le remettre ou le garder?

Mme Rotiroti : Non, je vais le garder, oui. On va rester dans l'habitation vu qu'on est là. Vous avez parlé d'AccèsLogis. Selon vous, c'est... Vous avez aboli le programme puis vous avez dit que votre collègue en Habitation a mis en place un nouveau programme qui, selon vous, fonctionne très bien.

M. Fitzgibbon : Bien là, on... Demain, elle fait ses crédits budgétaires. Là, je pense que j'aimerais ça la laisser en parler demain. Elle a beaucoup de choses à... J'ai sa fiche ici, mais j'aimerais mieux qu'elle vous en parle directement, là.

Mme Rotiroti : Puis qu'est-ce que vous pensez du fait que, dans votre nouveau programme, il n'y a pas un logement qui a été construit depuis? Vous pensez que ça fonctionne.

M. Fitzgibbon : Depuis six mois?

Mme Rotiroti : Dans le nouveau programme. Vous avez aboli AccèsLogis. Vous avez dit que la ministre de l'Habitation a mis en place un nouveau programme, justement, pour faciliter les logements sociaux. Depuis que le programme existe, là, vous allez me dire, c'est... c'est à peu près un an, il n'y a aucun logement qui a été construit et en... même pas en construction, en vue d'être construit.

M. Fitzgibbon : Bien, premièrement, le programme a été fait, je ne sais pas quand, là, à l'automne. La ministre a été nommée au mois de... au mois d'octobre, une nouvelle ministre. Ça lui a pris une couple de mois. Alors, je pense qu'on est quand même très récents, là.

Mais, comme je vous dis, je pense qu'il y a des choses qui s'en viennent, qui vont être annoncées. Puis moi, je suis très à l'aise avec ce que je vois présentement. Beaucoup de conceptions sont faites, des devis. On va attendre les annonces, là. Mais c'est une priorité pour le gouvernement. Je peux dire ça.

Mme Rotiroti : Ça fait que vous êtes au courant qu'au moment que vous avez aboli AccèsLogis il y avait déjà un «backlog» de 3 300 unités de logement et qu'on ne sait pas ce qui... qu'est-ce qui arrive, qu'est-ce que... où est-ce qu'ils sont.

M. Fitzgibbon : Elle va faire état... Il y a des projets qui vont pouvoir continuer sous la forme du nouveau, là. Encore une fois, je pense que... Demain, on aura les crédits à l'Habitation. Je pense que ça va être le moment approprié pour poser ces questions-là.

Mme Rotiroti : Puis avez-vous une idée, pour Montréal, pour la métropole, on parle de combien de logements qui pourraient voir le jour dans... je vais vous donner un petit répit, là, d'ici 2026?

M. Fitzgibbon : Je n'ai pas... je n'ai pas d'opinion. Je n'ai pas... je n'ai pas des détails de ça, là. Je pense qu'on sait tous les besoins. On travaille avec la ville. On a des projets. En fait, plus on va avoir le privé qui va être impliqué... Ça peut être exponentiel, là. Tu sais, on ne regarde pas à faire des duplex, là. On regarde pour faire des projets majeurs. Alors, moi, je pense qu'on est... Moi, je suis très à l'aise de voir la réponse du privé par rapport aux besoins. Certes, on en a parlé tantôt, ils veulent faire de l'argent, c'est sûr, mais ce n'est pas au gouvernement à faire la... à faire l'investissement seul. Alors, moi, je suis très à l'aise que tout le monde va travailler ensemble. On va y... on va y arriver.

Mme Rotiroti : Mais, si... Vous parlez beaucoup du privé, comme si... J'ai l'impression que vous êtes... vous avez l'information comme quoi le privé est très intéressé d'embarquer dans ces projets-là. Pourtant, il n'y a personne qui a levé la main jusqu'à date. Alors, avez-vous une annonce à nous faire bientôt, M. le ministre?

M. Fitzgibbon : Pas moi, mais ma collègue va le faire. Puis il n'y a personne qui a levé la main parce qu'il n'y a peut-être rien de prêt, mais là...

Mme Rotiroti : De concret.

M. Fitzgibbon : ...mais je pense qu'on est... En tout cas, moi, je leur parle régulièrement puis moi, je suis très confiant. Puis j'ai des chiffres ici sur les logements faits depuis 2018. Mais ce n'est pas à moi à dire ça. Ça va être à la ministre de l'Habitation demain, là. Mais moi, je suis à l'aise de dire que le privé va être au rendez-vous, puis, si le privé est là, ça va aller bien.

Mme Rotiroti : Bien, vous avez passé la feuille. Vous avez les chiffres, mais vous ne voulez pas les donner...

M. Fitzgibbon : Non, je ne veux pas les dire.

Mme Rotiroti : ...parce que vous voulez que la ministre le fait en primeur.

M. Fitzgibbon : Oui, oui, c'est à elle... Moi, je suis le ministre de l'Économie.

Mme Rotiroti : Vous ne voulez pas la contredire.

M. Fitzgibbon : Moi, je suis le ministre de l'Économie, moi. On apprend, en politique, à s'occuper de nos affaires.

Mme Rotiroti : C'est bon.

Le Président (M. Schneeberger) : Ça va?

Mme Rotiroti : Parfait.

Le Président (M. Schneeberger) : OK. Alors, nous allons maintenant du côté de la troisième opposition, et j'entends le député de Camille-Laurin, pour un temps de 5 min 48 s.

M. St-Pierre Plamondon : Merci, M. le Président. M. le ministre, j'ai deux sujets. Le premier, la violence par arme à feu dans la métropole. C'est un sujet qui préoccupe de plus en plus les Montréalais, et à juste titre. On est devant une augmentation fulgurante de la violence faite par arme à feu. Récemment, *Le Journal de Montréal* titrait *Une balle siffle tous les deux jours à Montréal*. *La Presse*, trois semaines auparavant, relevait que, la dernière semaine de mars, c'étaient des attentats par arme à feu à tous les jours durant cette semaine-là. Et évidemment Montréal s'est toujours définie comme une ville sécuritaire. On n'a jamais voulu devenir une ville comparable à ce qu'on voit des fois aux États-Unis en termes de violence par arme à feu. Donc, c'est un sujet qui est très sérieux.

Je sais que votre gouvernement a augmenté les ressources de manière à saisir les armes, mais, selon plusieurs observateurs, il est fort possible que le nombre d'armes qui rentrent illégalement à la frontière soit plus grand que notre capacité à saisir ces armes-là, ce qui veut dire que la prolifération des armes n'est pas facile à régler.

Le Parti québécois propose de créer une escouade mixte pour lutter contre la contrebande d'armes à feu à la frontière, et donc patrouiller davantage le long de cette frontière afin de freiner le trafic d'armes. Et je suppose que c'est un sujet qui vous préoccupe également. Donc, est-ce que vous êtes d'accord avec une telle proposition d'agir à la frontière? Et, si oui, est-ce que vous pouvez vous engager à porter cette idée-là auprès du ministre de la Sécurité publique et de travailler conjointement dans l'intérêt de la métropole?

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, clairement, je... Étant Montréalais, là, d'origine, et je passe beaucoup de temps à Montréal, ça me préoccupe beaucoup, je pense, comme tout le monde. Puis, quand j'ai commencé la commission, j'ai mentionné à vos collègues que, quand j'ai pris position comme ministre de la Métropole, je me suis assis avec Valérie puis Mme St-Laurent, puis on a regardé les choses importantes. Bon, il y a l'est de Montréal, mais Montréal dans son ensemble, puis sécurité publique était numéro un, parce qu'à l'époque, après l'élection, c'était carrément quelque chose qui était très, très haut dans les priorités. Il y avait, évidemment, la question de logement, question de transport collectif. Alors, avec le ministre de la Sécurité publique... Comme j'ai dit, je ne suis pas responsable de... évidemment, mais j'ai un peu d'influence, considérant mon rôle de... Métropole.

Je ne peux pas commenter sur votre suggestion sur les armes à l'entrée des États-Unis, mais je peux vous dire que tout le rehaussement du budget que vous connaissez, le rehaussement aussi des.. du salaire d'entrée pour les policiers de Montréal, parce qu'on a vu un exode dans les banlieues, me préoccupe beaucoup, et je considère que ce qui est fait présentement, le programme CENTAURE aussi, on a le Living Lab du SRM... Je suis soucieux des enjeux, mais je ne peux pas commenter sur votre projet spécifique parce que ce n'est pas de ma nature, ce n'est pas de mon ministère comme tel, là.

M. St-Pierre Plamondon : M. le Président, je comprends que vous ne voulez pas peut-être commenter sur certains sujets, là, qui peuvent relever... mais pouvez-vous, au moins... Deux questions. Si c'est une priorité, comment expliquez-vous une détérioration aussi rapide, dans les dernières années, de la sécurité par rapport aux armes à feu? Nous, on pense que ça a rapport avec la frontière, là, mais j'aimerais vous entendre. Puis, à tout le moins, pouvez-vous le proposer, pouvez-vous le mettre sur la table, cette solution-là, auprès de votre collègue puis, tu sais, d'avoir une discussion au Conseil des ministres?

M. Fitzgibbon : Clairement, c'est un enjeu qui touche le fédéral aussi, je pense, hein? Il y a le fédéral. Mais c'est... Je suis d'accord avec vous qu'il faut changer ça, parce que la capacité d'attraction de Montréal, avec ce qu'on a vécu, est... a baissé un petit peu, puis ça, ça m'inquiète beaucoup, comme développement économique. Alors, je suis 100 % d'accord avec vous, les mesures... Et je vais me fier à mon collègue, qui va travailler avec le fédéral, mais il faut faire quelque chose pour rehausser l'image de Montréal. Je suis d'accord avec vous.

M. St-Pierre Plamondon : Je vais... Deuxième sujet, le français, évidemment. J'imagine que vous reconnaissez que le français est en déclin à Montréal.

M. Fitzgibbon : Oui.

M. St-Pierre Plamondon : Est-ce que vous êtes au courant que l'immigration temporaire a augmenté par sept fois par rapport aux libéraux? Lorsqu'on compare sous la CAQ versus sous les libéraux, c'est une augmentation de sept fois le nombre d'immigrants temporaires. Êtes-vous au courant de ça?

M. Fitzgibbon : Bien, c'est des chiffres, là, puis... On a parlé de ça à la dernière étude de crédits aussi, là. Ce n'est pas nécessairement relié à Montréal nécessairement, mais, oui, c'est des chiffres qui sont connus, là.

M. St-Pierre Plamondon : La dynamique est surtout à Montréal, en matière d'immigration temporaire comme d'immigration permanente. Donc, la question que j'ai à vous poser, elle est simple : Est-ce que vous trouvez ça normal que quelqu'un puisse vivre, travailler, consommer au Québec exclusivement en anglais en renouvelant son statut d'immigrant temporaire un nombre illimité de fois, alors qu'il n'a aucune connaissance du français? Est-ce que vous, vous trouvez ça normal?

M. Fitzgibbon : Il faut corriger, améliorer l'intégration des immigrants au Québec. Je suis un de ceux qui disent qu'on doit avoir un certain nombre d'immigrants économiques. On a le programme temporaire. Ma collègue à l'Immigration travaille présentement pour revoir... Il va y avoir une consultation. On en discute intensément au Conseil des ministres, au caucus. Et je pense qu'il faut l'équilibre entre la bonne proportion d'immigrants... Il faut les intégrer par le français, mais je pense qu'on va... On va y arriver, puis il faut... il faut s'assurer qu'on ait bien une bonne intégration.

• (12 h 20) •

M. St-Pierre Plamondon : Bien, au niveau de l'immigration temporaire, on n'est pas nécessairement, M. le Président, dans une logique d'intégration. Le mot «temporaire» le dit. Est-ce que vous pouvez au moins vous engager à ce que, les emplois sur une base temporaire qui desservent le public, sur le plan linguistique, là, qui impliquent la connaissance du français, bien, on retrouve une exigence de connaître le français si on veut renouveler le statut d'immigrant temporaire?

M. Fitzgibbon : Bien, premièrement, moi, j'ai toujours... Quoi?

Le Président (M. Schneeberger) : 15 secondes.

M. Fitzgibbon : 15 secondes. On s'y attaque.

Le Président (M. Schneeberger) : Merci beaucoup. Alors, nous allons maintenant du côté de la deuxième opposition, et j'entends le député de Rosemont, pour un neuf minutes.

M. Marissal : Oui. Merci. Merci, M. le Président. Allons-y peut-être en rafale, parce que j'ai peu de temps mais beaucoup de questions, là. La première, vous l'avez vue venir, j'imagine, là, HMR. Bon, les nouvelles de votre collègue à la Santé m'encouragent, encouragent le milieu aussi. Vous avez des liens, vous aussi, avec les gens de Montréal, là. Je pense que je n'ai pas besoin de vous convaincre de l'importance de construire cet hôpital, puis un vrai hôpital, puis pas de rabrocher ça, là, comme ça tenait là, là.

M. Fitzgibbon : Oui. Je pense que M. Dubé... le ministre de la Santé a mentionné qu'il y aurait un projet. Ça, c'est la bonne nouvelle. Là, il va annoncer quand ça va être. Alors, je vais le laisser faire. Mais je pense qu'on est tous d'accord avec le concept, là.

M. Marissal : OK. Puis vous, comme ministre de la Métropole, qui voulez faire quelque chose pour l'est, là, qu'est-ce que vous pouvez nous donner comme assurance aujourd'hui puis comme garantie que vous allez pousser? A la fin, peut-être qu'on ne s'entendra pas, là, sur la couleur des murs, là, ça se peut, là, mais le nombre de chambres, un hôpital, un hôpital majeur, de la recherche... Comment vous pouvez imprimer aujourd'hui, là, vous en avez l'occasion, votre appui formel à ça?

M. Fitzgibbon : Bien, clairement, je pense que... Là, on parle de l'est de Montréal, en plus, là. Puis, je pense, quand on regarde la démographie et on regarde les besoins, je pense qu'il n'y a personne qui... il n'y a personne qui n'a jamais questionné le bien-fondé de faire ce réaménagement-là. Comme vous le savez très bien, il y a la question du PQI, les priorités, mais je pense que, quand on parle de services, la mission sociale d'importance du gouvernement en santé, en éducation, ça doit passer avant le reste. Alors, je pense qu'on est tous supporteurs du concept. On le fait juste passer dans le... dans le bon tunnel.

M. Marissal : OK. Bien, on compte sur vous, hein, parce que c'est vous, le ministre de la Métropole, puis, honnêtement, c'est un... c'est un peu honteux, là, qu'on ait laissé l'est de Montréal se dégarnir à ce point. On n'est plus capables de garder notre monde à Maisonneuve-Rosemont. C'est un hôpital qui, je l'ai dit, là, tient avec de la broche, malgré le dévouement extraordinaire des gens qui travaillent là puis des chercheurs aussi, dont on ne parle pas assez souvent, là, qui font un travail vraiment extraordinaire. Puis, vous le savez, je vous ai déjà rencontré à l'hôpital pour des questions de recherche.

M. Fitzgibbon : Oui. Ça, je pense que... Moi, je... Raison de plus pour supporter le projet. Vous savez probablement que je regarde une zone d'innovation en santé qui serait dans l'est de Montréal, avec plusieurs thérapeutes, chercheurs, médecins qui sont à HMR. Ça fait que plus ils vont être heureux, plus on va être capables, peut-être, de faire un projet structurant.

M. Marissal : C'était ma prochaine question. Vous en êtes où avec, justement, le pôle santé?

M. Fitzgibbon : Je suis... Nous sommes... nous sommes convaincus que les... l'expertise qui existe dans les thérapeutes associés au HMR, qu'on parle de cellules souches, de la thérapie génique... On est... on est champions, comme on l'est en... à l'Institut de cardiologie de Montréal. La question, c'est d'arrimer ça avec le privé, parce qu'une zone d'innovation doit avoir une contribution du privé, puis on travaille sur ça présentement. Puis, aussitôt qu'on va avoir le privé au rendez-vous, je pense qu'on va être capables de faire une annonce. Je n'ai pas d'échéancier, parce qu'une partie n'est pas sous mon contrôle, mais on a clairement alloué les ressources humaines nécessaires pour que ces docteurs-là soient capables de participer à cette zone d'innovation là.

M. Marissal : Vous cherchez quoi ou qui, comme partenaires, au privé?

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, une zone d'innovation, si on retourne à son concept de base, c'est qu'on veut une thématique où le Québec peut se distinguer à l'international. Donc, je pense que, dans la thérapie génique, dans les cellules souches, on est là, clairement.

Maintenant, on parle de projets qui vont probablement être de l'ordre de 200, 300, 400 millions de dollars. Si c'est juste le gouvernement qui finance, ça ne marchera pas, hein? Il faut avoir le privé qui va être au rendez-vous. Nous voulons construire l'infrastructure, qui va être... qui ne sera pas loin du HMR. Moi, je suis prêt à investir là-dedans, mais il faut que le privé soit là pour permettre la construction d'une usine qui va faire des cellules souches, qui va permettre d'avoir des... le CAO, là, toute la question du... de la recherche clinique. Alors, ça nous prend du privé qui va supporter ça.

Et le privé commence à lever la main, là, parce qu'il réalise... Au Québec, on a un système de santé qui est un peu déficient, là, au niveau des infrastructures. On va corriger ça bientôt avec le projet de loi. Mais, à la base, les gens qui nous donnent du service dans les hôpitaux, c'est extraordinaire, au Québec, là. Alors, moi, je pense qu'on commence à avoir beaucoup d'intérêt. C'est toujours long, ces projets-là, mais j'aime autant le faire comme il faut que le faire trop vite puis à moitié.

M. Marissal : OK. Rapidement, j'enchaîne, ma collègue du Parti libéral a parlé tout à l'heure de la situation du logement. Moi, je veux parler plus précisément de la situation des itinérants, notamment les camps. Bon, il y a eu des décisions de cour, mais ce n'est pas viable, là. Ce n'est pas une solution pérenne. Quel est votre plan... ou avez-vous un plan? Parce que, bon, l'été, passe encore, là, il fait un peu plus chaud, il fait un peu plus beau, là, mais l'hiver va revenir, là, puis on va se retrouver avec le même problème. Et puis il est déjà question de démantèlement par la police. Bref, où est-ce que vous en êtes avec ça?

M. Fitzgibbon : Bien, mon collègue le ministre... Santé et Services sociaux... Non, ce n'est pas ça. Lionel... Vous savez de qui je parle. Alors, il travaille sur ça, clairement. Puis moi, je suis assez impliqué avec Emilie-Gamelin, évidemment, là, on regarde ce qui se passe là, le Quartier latin, qui m'intéresse beaucoup. Alors, c'est sûr qu'on a... Il s'en occupe. Puis il y a des... Il y a un projet, là, je regarde le projet concerté pour l'itinérance, là, on parle de 150 millions sur cinq ans. Je pense qu'il est conscient de l'enjeu puis je pense qu'il fait... il fait des bonnes choses pour essayer d'améliorer la situation, parce que c'est clairement inapproprié qu'on ait maintenant près de, quoi, 2 000 itinérants, je pense...

M. Marissal : Oui. Puis le Quartier latin qui est en décrépitude avancée, ça n'aide pas beaucoup pour la relance économique de Montréal, ça non plus, avec le pôle de l'UQAM, on en conviendra.

Le programme AccèsLogis avait une portion, là, son volet 3, là, qui permettait, là, d'avoir de l'aide urgente pour, notamment, les situations d'itinérance. Je crois comprendre que ce volet-là n'existe plus dans la nouvelle mouture. J'ai l'impression qu'on recule plus qu'on avance, là.

M. Fitzgibbon : Ou, bien, je pense que... Je ne sais pas s'il y a des vases communicants avec le plan concerté, là, que le ministre de la Santé s'occupe, là, mais... Je n'ai pas la réponse à votre question, de toute évidence, mais... Je pense qu'on va laisser... on va le laisser mettre son plan en place, là, puis je pense qu'on va... on va le suivre. Puis je pense que vous pourriez lui poser des questions aussi directement, là.

Le Président (M. Schneeberger) : Trois minutes.

M. Marissal : Trois minutes. Merci. On va aller dans un sujet dont on ne parle presque plus, si ce n'est qu'il y a 50 ans qu'on commençait sa construction, le Stade olympique. Je dis «on n'en parle presque plus» parce que, bon, pour certains, c'est l'éléphant dans la pièce. D'autres voudraient faire quelque chose avec ça. Ça fait des années qu'on parle de ça. Ça va prendre un nouveau... une nouvelle toile. J'ai eu l'occasion de visiter ça avec mon collègue d'Hochelaga-Maisonneuve, là, il y a quelque temps, en haut, là, sur la toile, là, puis les ingénieurs du stade font un «mapping»... pardonnez-moi, une cartographie de toutes les fissures dans la toile. Je pense qu'ils étaient rendus à 17 000 quand j'ai visité. C'est assez impressionnant, mais c'est un peu épeurant aussi en même temps. On en est où avec ça? Parce qu'honnêtement, moi, je n'habite pas très loin, c'est juste, juste, juste de l'autre côté de ma circo, mais l'ombre du mât du stade est dans ma circo, c'est un peu déprimant, comme endroit, puis il ne se passe rien. En tout respect pour les gens qui travaillent puis qui essaient, là, il ne se passe pas grand-chose, là.

M. Fitzgibbon : Bien, clairement, ma collègue au Tourisme a deux projets d'infrastructure importants, pour Montréal, qui me... qui m'animent, entre guillemets, où je veux aussi l'aider, dans la mesure où je peux l'aider, c'est le Palais des congrès — on va le laisser de côté — et le Stade olympique. C'est deux... deux infrastructures qui sont dans le ministère du Tourisme. Clairement, on a regardé... Il y a des études, comme vous savez, qui sont faites pour savoir combien ça va coûter pour le couvrir comme il faut, qu'est-ce qu'on... quelle va être l'utilisation, parce qu'en bout de piste... combien d'argent ça prend pour le couvrir puis quels vont être les bénéfices économiques de ça, comment est-ce qu'on va faire la vocation du stade. Et là, présentement, moi, je suis très à l'aise que les gens qui sont au conseil d'administration de la... du Parc olympique... C'est quoi, le mot, là...

M. Marissal : De la société, oui, de la société du parc...

M. Fitzgibbon : ...des gens que je connais très bien sont là-dedans pour regarder comment est-ce qu'on justifie l'investissement sur l'effet économique. Et je pense que, quand on parle de l'est de Montréal... Bon, on peut argumenter, mais je pense que le Stade olympique a quand même une valeur ne serait-ce qu'émotive, là, pour les gens de ma génération, qui ont vu les Jeux olympiques.

On veut faire quelque chose avec le Stade olympique, mais il faut être aussi rigoureux en termes de l'utilisation des deniers publics. Et on travaille... Nous, on a des gens qui travaillent beaucoup sur le côté économique, qu'est-ce qu'on va faire avec ça, qui on peut ramener là-dedans, puis je pense que ma collègue est très engagée là-dedans. C'est une promesse qu'on avait faite, qu'on voulait faire quelque chose. Et le Conseil des ministres supporte de faire un

projet, mais qu'il n'est pas nécessairement facile à trouver, l'angle de passage. Mais on arrive bientôt, je pense... Je n'ai pas la date exacte, là, mais je pense que ma collègue va sûrement nous présenter quelque chose dans les prochains mois, là, par rapport à ça.

M. Marissal : Y compris pour le remplacement de la toile.

M. Fitzgibbon : Bien, on n'aura pas le choix. Tu sais, si on veut faire quelque chose avec le Stade olympique, il faut le couvrir. Sinon, ça ne marche pas, là. On n'a pas le choix.

M. Marissal : OK. Mais ça, encore, ce sont des projets, là. Ça, ce n'est pas...

M. Fitzgibbon : Oui, oui, parce que...

M. Marissal : Il n'y a pas de réalisation. Il n'y a pas...

M. Fitzgibbon : ...si c'était facile, on l'aurait fait, mais, tu sais, ça demande beaucoup, beaucoup, beaucoup d'argent. Mais c'est quelque chose qu'on veut... qu'on veut regarder, on veut considérer. Alors, moi, je pense qu'on est capables de... pas «on est capables», mais on doit faire le travail comme il faut, là, puis...

• (12 h 30) •

Le Président (M. Schneeberger) : Merci beaucoup, M. le ministre. Alors, nous allons maintenant retourner du côté de l'opposition officielle, et j'entends la députée de Jeanne-Mance—Viger, pour 20 min 41 s, je pense. Voilà.

Mme Rotiroti : Parfait. Merci. Merci beaucoup, M. le Président. On va juste finir le bloc d'habitation avant que je change de sujet. Je veux juste vous rappeler, M. le ministre, qu'il y a 24 000 personnes sur la liste d'attente pour un logement — vous avez annoncé 11 700 dans la campagne électorale — sans parler que trois HLM sur quatre sont en mauvais état, très mauvais état, sont barricadés, on dirait... on peut dire. Les mises en chantier ont baissé de 55 %. Puis vous... vous avez parlé beaucoup du privé, là. Je vais vous donner une citation de Maude Marquis, de l'ENAP, qui dit : «Le secteur privé ne règle pas la crise du logement, sinon elle serait déjà réglée.»

Alors, avec tout ça, M. le ministre, puis, tu sais, sans vous parler de l'itinérance, là, parce que ça, c'est un autre enjeu qu'on vit à Montréal, puis mon collègue de Rosemont l'a abordé dans ses questions, comment croyez-vous qu'on va régler cette situation-là? Un, est-ce que vous êtes d'accord qu'il y a une crise de logement ou... Et, deux, comment on va régler ça? Parce que ce n'est pas avec... le 11 700 que vous avez annoncé il y a cinq ans qui va régler la liste d'attente puis les gens qui sont en attente d'un logement.

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, je reviens encore, je suis comme vieux disque, là, qui n'arrête pas, mais il faut les construire. Il y a des enjeux, évidemment, importants en termes de main-d'oeuvre pour la construction. On construit beaucoup de choses. Ma collègue est consciente... Parce qu'évidemment on est tous conscients qu'à Montréal, particulièrement, là, c'est pénible. Il y a eu une livraison qui a été faite, de logements, depuis 2018. Il y en a qui sont en chantier présentement. Je regarde la feuille, là, la fameuse feuille que ma collègue va vous divulguer demain, tu sais, on est rendus, depuis 2018, là, entre ce qui est livré, chantier, développement, là, on est rendus en haut de 6 000, 7 000. Il en manque encore, mais je pense qu'avec ce que j'ai dit tantôt, que... le privé qui veut focaliser sur ces chantiers-là, on parlait de l'hippodrome, on parle de Bridge, on parle de l'est de Montréal, bien là, tu sais, ça ne prendrait pas grand-chose, s'il y a des gros projets qui arrivent, pour arriver à des chiffres importants.

Ça fait que moi, je pense qu'il faut laisser la chance au coureur puis je pense que la conscientisation de la population et de l'industrie va aider.

Mme Rotiroti : Le chiffre que vous avancez, M. le ministre, le 6 000, c'est un peu de tout, là, logement abordable, logement social, réservation de HLM, tous confondus.

M. Fitzgibbon : Exact.

Mme Rotiroti : Puis ça, c'est dans... Ces 6 000 là sont sur le marché. Ils sont disponibles.

M. Fitzgibbon : Il y en a qui sont livrés, il y en a qui sont en chantier — en chantier, ça va être livrable bientôt — puis il y en a en développement. Je vais laisser, encore une fois, ma collègue vous donner plus de détails.

Mme Rotiroti : Parfait. Merci. On entend beaucoup... Le premier ministre aime se comparer à l'Ontario. Je vais vous parler de la qualité d'air à Montréal. Vous avez sans doute vu que Montréal se classe septième ville canadienne dans les moins bons, qualité d'air. En 2023, deux ans plus tard, sur votre mandat, Montréal trône au sommet des villes canadiennes polluées, devant Windsor, Hamilton, Kitchener, Ottawa, London, Mississauga, Oshawa «and» Toronto. Alors, vous savez qu'on a parlé de la qualité d'air dans Rouyn-Noranda, à Limoilou, ici, à Québec, et là c'est le tour de Montréal.

Avez-vous un plan d'action pour combattre ce phénomène-là? Parce qu'on parle de... que Montréal... les gens de Montréal respirent jusqu'à 124 cigarettes par jour. C'est si on veut faire la comparaison de... à quel point que l'air...

la qualité d'air n'est pas bonne sur l'île de Montréal. Alors, est-ce que vous avez un plan d'action? Vous allez me parler que ça relève de la santé publique, etc. Est-ce que vous avez... Un, est-ce que vous connaissez ce phénomène-là qui est en hausse? Et, deux, avez-vous un plan pour, à tout le moins, stopper ou contrôler, je dirais, la qualité d'air sur l'île de Montréal?

M. Fitzgibbon : Bien, vous ne serez pas surprise de m'entendre dire que mon collègue le ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques est à l'oeuvre. C'est clair qu'on est au courant, que ce soit Glencore, CCR du côté sud, que ce soit avec l'arsenic dans l'est de Montréal. On est familiers avec ça, des choses qui datent de plusieurs, plusieurs années, générations. Mais c'est clair qu'il faut... il faut que le ministère de l'Environnement y travaille, sur des calendriers de réalisation, comme on a fait à Rouyn-Noranda.

Donc, je pense que, oui, c'est en place, puis il faut faire le plus vite possible, considérant les nouvelles normes. Puis on travaille aussi avec la ville de Montréal, qui met des règlements aussi par rapport à ça. Donc, on est tous conscients qu'il faut améliorer la situation puis on va faire du mieux qu'on peut avec le ministère de l'Environnement et de Lutte aux changements climatiques.

Mme Rotiroti : Je ne suis pas très rassurée, M. le ministre, quand vous comparez Montréal avec qu'est-ce que vous avez fait avec Glencore puis Rouyn-Noranda. Sincèrement, ça ne me rassure pas. Moi, j'aimerais ça avoir un engagement de votre part que ce sera un dossier que vous allez prioriser puis que vous allez faire en sorte qu'il y a une concertation autour de la table du Conseil des ministres pour qu'on porte... qu'on soit vigilants, pour ne pas que le problème s'empire et qu'on... on trouve des solutions pour s'assurer que les gens respirent de l'air propre.

M. Fitzgibbon : Bien, premièrement, moi, je suis très heureux de ce qui se passe à Rouyn-Noranda. D'ailleurs, on a vu... le résultat de l'élection l'a prouvé.

Deuxièmement, je pense qu'il faut aussi... On va travailler le dossier. Il faut travailler le dossier, il n'y a aucun doute. On est tous pour la vertu. Il ne faut pas oublier que la CMM aussi est responsable de toutes les réglementations d'émissions de l'air. Ce n'est pas le gouvernement provincial qui a autorité ultime. Mais, clairement, on va supporter la CMM. Je suis d'accord avec vous, il faut... On ne peut pas être contre la vertu. Il faut y aller dans l'ordre, puis on va... on va supporter la CMM.

Mme Rotiroti : Ça fait que j'ai votre... votre parole que vous allez prioriser puis vous allez porter une attention, de temps en temps, à cet enjeu-là.

M. Fitzgibbon : Si on me... si on me sollicite pour... la CMM, ministère de l'Environnement me sollicitent pour les supporter, pour améliorer les conditions... les émissions de l'air à Montréal, c'est sûr que je vais être... je vais les supporter.

Mme Rotiroti : Bien, je compte sur vous pour...

M. Fitzgibbon : Taper.

Mme Rotiroti : ...flaquer l'enjeu.

M. Fitzgibbon : Taper, le bâton.

Mme Rotiroti : Parfait.

M. Fitzgibbon : ...un petit bâton, un petit bâton.

Mme Rotiroti : Flaquer, je veux dire... je vous dirais.

M. Fitzgibbon : Je comprends.

Mme Rotiroti : Je vais vous amener pas loin du centre-ville. On va retourner sur le Village gai. Vous savez qu'il y a des défis énormes, des enjeux énormes. Puis je pense que vous avez vu qu'avec la fermeture du magasin Archambault, sur la rue Berri... a fait en sorte que c'était, mettons... On n'avait pas besoin de ça, un fardeau de plus pour revitaliser le secteur. Il y a des enjeux de pauvreté, d'itinérance, toxicomanie. Puis vous... J'imagine que vous êtes très... très au courant de ce phénomène-là. Ça a été quand même... Le Village gai, ça a été quand même une attraction touristique qui était très... très convoitée, toute l'animation qui se faisait dans... à cet endroit-là, la gastronomie, les bars, le «nightlife», comme on dit, qui étaient vraiment convoités non seulement par les gens de Montréal et... mais les touristes, les touristes, c'était une attraction touristique aussi, et que, malheureusement, je vais vous dire, là, quand on regarde les images, ça crève un peu le coeur, parce qu'on dit : C'est un attrait touristique important qui est en train de se... complètement se déperir.

Il y a... il y a une pétition en ligne ici, à l'Assemblée nationale, qui... Pas plus tard qu'il y a quelques jours, il y avait 1 245 pétitionnaires qui demandent, justement, la coordination du ministre responsable de la Métropole de

s'assurer qu'il mette en place un comité avec la ville de Montréal, la SDC, de trouver des façons et des mécanismes qui pourront, oui, régler le problème de l'itinérance et la toxicomanie qui... Je sais que vous allez me dire : Ça relève de mes collègues de la Santé et Services sociaux. Très bien. Mais, cette table de coordination là, moi, je la verrais où est-ce que c'est... Vos collègues aussi pourraient être autour de cette table-là.

Vous, qu'est-ce que vous pensez de cette situation-là? Avez-vous été mis au fait? Est-ce qu'une table de concertation, ce serait quelque chose que vous pouvez envisager pour s'assurer que, justement, on peut revitaliser ce secteur-là?

M. Fitzgibbon : Bien, clairement... Bon, premièrement, je pense qu'il revient à la ville, à la base, de nous faire part de ses intentions. Je pense que la ville a lancé, comme vous savez, la consultation, là, pour le Forum Village. Puis je vais faire un commentaire plus général sur le Quartier latin, là, puis qui inclut un peu le Village, Berri-UQAM, Émilie-Gamelin. J'ai dit à Valérie... à Mme Plante que je veux en faire un projet personnel, personnel dans le sens suivant : Je pense qu'on parle de... On parle de tout ça, on parle d'itinérance, on parle de logement, on parle de culture, on parle de tourisme. Donc, il y a un paquet de monde là-dedans. Puis je pense que, quand on parle de... Je parlais de legs tantôt, là. Moi, le Quartier latin, c'est un dossier qui m'intéresse personnellement, et je pense que... Je trouve triste de voir le Quartier des spectacles, qui a... On a fait une chose avec des choses extraordinaires là, puis là, woups! à côté, il y a une espèce de... on se penserait dans un pays du tiers-monde, là, puis ce n'est pas acceptable. C'est très, très désolant.

• (12 h 40) •

Alors, je... Mme Plante va finir son étude. Je pense qu'elle va divulguer bientôt quels sont les enjeux. Bien, on parle, tout l'Espace St-Denis. On parle de la relance du Théâtre St-Denis, là, qui est une... qui est une icône de l'époque, qui est rendu... c'est rendu un désastre de voir ça. On parle de la requalification de la bibliothèque Saint-Sulpice. On parle de l'École nationale de l'humour. Je veux qu'on regarde ça avec plusieurs ministères. Une table de concertation, peut-être. Ça prend des gens détachés du gouvernement et de la ville qui vont nous faire des recommandations, parce que je pense qu'on a un gros chantier, là, qu'il faut... qu'il faut rehausser, puis ça va passer par une multitude d'initiatives. L'itinérance, c'est le numéro un, c'est très, très problématique, parc Émilie-Gamelin, toute la question de l'îlot Voyageur, question de la rue Saint-Denis, qui est rendue un désastre visuel. Alors, je pense, pour ça, il y a plusieurs ministères qui vont être impliqués là-dedans.

Alors, moi, je... c'est un dossier qui me tient à coeur, puis, oui, il faut faire quelque chose. Puis la ville de Montréal est consciente qu'on va travailler avec elle sur ces enjeux-là, tout en laissant à la ville de Montréal, quand même, qui veut son autonomie et sa souveraineté, arriver avec des recommandations.

Le Président (M. Schneeberger) : Neuf minutes.

Mme Rotiroti : Oui. Très bien, M. le Président. Je suis très contente que, pour vous, c'est... Vous semblez... Puis je sais qu'il y a des promoteurs qui regardent... regardent le Village et qui... qui ont des idées. Puis, je suis tout à fait d'accord, ça ne peut pas juste demeurer au niveau des ministères, mais il faut que ce soient des gens de l'extérieur qui viennent avec leurs idées, tout à fait d'accord.

Mais le cri du coeur, c'est un... quelqu'un qui doit prendre le pôle puis qui doit coordonner tout ça. Et la demande de... entre autres, de la pétition mais aussi des intervenants, qu'on parle de la SDC et d'autres, qui disent que ça... il faut que ça se fasse au niveau intergouvernemental. Et je pense qu'ils font appel à vous, M. le ministre, comme responsable de la Métropole et comme ministre de l'Économie, d'être celui qui prend ça en charge puis qui coordonne ces travaux-là, toujours en respectant les compétences de la ville de Montréal. Ça, c'est... c'est acquis. Est-ce que vous êtes prêt de relever le défi?

M. Fitzgibbon : Oui. Et, j'ai mentionné, je rencontre des gens régulièrement quand je fais ma... ma bulle Montréal, beaucoup de gens. Je reviens au privé. Tantôt, je parlais du privé, du logement. Il y a beaucoup de gens, là, tout le monde qui demeure à Montréal, qui regarde ça... C'est désolant de voir ce qui se passe. Alors, c'est incroyable de voir les gens qui sont intéressés, puis je ne les nommerai pas ici aujourd'hui nécessairement, là, mais à vouloir contribuer.

Et le problème, c'est ça, c'est qu'il y a plusieurs initiatives qui ne sont pas reliées, et, clairement, ça va prendre un chef. C'est-tu moi, le chef? Je ne sais pas si ça va être moi qui va être le chef, là. À un moment donné, on ne peut pas tout faire. Mais, clairement, c'est une chose qui m'intéresse. Puis il faut avoir quelqu'un, une personne qui va être responsable, qui va travailler avec la ville de Montréal, qui va travailler avec les différents ministères du gouvernement, Tourisme, Habitation, Économie, quelqu'un qui va coordonner ça. Je pense qu'on doit ça au centre-ville de Montréal.

Mme Rotiroti : Ça fait qu'au-delà de la bonne volonté il n'y a pas de plan encore. Il n'y a pas d'échéancier. Il n'y a pas de personne qui pourrait coordonner. On est encore à l'étape à faire des constats. On sait qu'il y a quelque chose à faire, mais personne ne veut trop se mouiller.

M. Fitzgibbon : Bien, écoutez, je pense qu'on va y aller en temps et lieu, là, au moment approprié. Je pense qu'on fait les choses dans l'ordre. Comme je disais, il y a la consultation qui est faite présentement pour le Forum Village. C'est une partie seulement. J'ai des discussions régulières avec Mme Plante, puis qui disait : Bien là, on va faire le Théâtre St-Denis, on va faire ça. Alors, bien, je pense qu'on est tous d'accord qu'il y a plusieurs initiatives qui sont intéressantes, mais on est tous d'accord aussi sur ce que vous venez de dire, ça prend une coordination. Puis on n'a pas déterminé encore, avec la ville, qui va faire ça, comment ça va se faire, mais c'est à mon échéancier court terme.

Mme Rotiroti : Ça fait que, M. le ministre, je vais vous faire sourire. Si jamais, l'année prochaine, on est à la même place, il y aura un comité en place puis qu'il y aura quand même des... suffisamment de travail qui a été fait pour revitaliser le Village ou on va être aux mêmes cases de départ qu'on est aujourd'hui?

M. Fitzgibbon : Si on est à la même place l'année prochaine aux études de crédits qu'on est cette année, je vais être un petit peu embarrassé.

Mme Rotiroti : Vous allez être déçu, oui. Parfait. Pour le Village, ça va. Excellent.

J'aurais une petite question dans le cahier des études des crédits des Affaires municipales puis je vais vous dire pourquoi je vous pose la question. Parce que... Juste pour vous... Vous êtes... Si vous voulez être capable de vous retrouver, je ne sais pas si vous avez le document, c'est dans... à la page... Bon, ça va bien, mes pages ne sont pas numérotées. C'est la demande n° 6, où est-ce qu'on fait la ventilation des différents contrats qui ont été octroyés par des différents ministères à des organismes, par des comités... cabinets ministériels. Puis, dans ça, on trouve quelque chose qui est quand même assez bizarre puis qui vous concerne, M. le ministre, c'est la Productions Go. Vous avez produit un vidéo présentant des voeux de fêtes du ministre responsable de la Métropole, de la région de Montréal, un gré à gré, évidemment, à la hauteur de 3 661,20 \$. Pouvez-vous me dire c'est quoi?

M. Fitzgibbon : ...c'est un très beau vidéo que j'ai fait avec... avec notre députée d'Anjou-Riel, très, très beau vidéo pour les employés. On était dans le parc Émilie-Gamelin. Je m'en rappelle comme si c'était hier. Malheureusement, le vidéo n'a pas été publié parce que, quelques jours après, nous avons la problématique avec Hydro-Québec. On a coupé l'électricité à Montréal. Alors, j'aurais trouvé inapproprié que le vidéo pour célébrer Noël avec ma chère collègue adjointe parlementaire à la ville de Montréal soit divulgué pendant que les gens n'avaient pas de courant. Premièrement, ils ne l'auraient pas vu, probablement, il n'y avait pas de courant électrique, une bonne raison de ne pas le mettre, mais ce n'était pas approprié. Donc... Mais c'est un très beau vidéo. Je vais vous le montrer un jour.

Mme Rotiroti : OK. Oui, j'aimerais ça le voir. Mais je vous pose la question, parce qu'on... on a le service, à l'Assemblée nationale, qui est totalement gratuit, où est-ce qu'on fait des voeux de Noël puis on souligne... on parle à nos concitoyens puis à l'ensemble du Québec. Là, vous me dites qu'il y a l'enjeu d'Hydro-Québec, mais vous ne trouvez pas que 3 600 \$ pour faire une vidéo pour des voeux de Noël, c'est un peu...

M. Fitzgibbon : Nous, on n'avait pas les ressources pour le faire, alors il a fallu aller à l'extérieur. Encore une fois, c'est un très beau vidéo. Je vais vous l'envoyer.

Mme Rotiroti : Alors, si... C'est votre cabinet qui a payé pour ça, M. le ministre?

M. Fitzgibbon : C'est le ministère... c'est le ministère des Affaires municipales. Ma collègue ici, à ma gauche, est la sous-ministre adjointe, en passant.

Mme Rotiroti : Parce que la... votre collègue ne semblait pas d'être très au fait ou au courant. Elle a lancé la balle, en disant : Bien, posez-lui la question. Alors, c'est pour ça que je vous ai posé la question aujourd'hui.

M. Fitzgibbon : 3 600 \$ dans des budgets de plusieurs milliards, je pense que ce serait normal qu'elle ne le sache pas, je pense.

Mme Rotiroti : C'est bien. Alors, je prends note que vous allez me montrer ce vidéo-là, M. le ministre. J'ai hâte de le voir.

M. Fitzgibbon : C'est lui qui va vous l'envoyer.

Mme Rotiroti : Moi, mon collègue me dit : On pouvait... on pourrait le déposer à la commission. Ça va permettre à tous les membres de la commission de visionner ce vidéo... ce beau vidéo là.

M. Fitzgibbon : Oui. Enfin, il va servir à Noël prochain. On va sauver 3 000 \$.

Mme Rotiroti : Merci, M. le ministre. Je vais aller sur un autre sujet concernant les médias locaux. Et, suite à notre questionnement en Chambre la semaine passée avec moi puis ma collègue de Mont-Royal—Outremont, on a su, par la suite, que vous avez rencontré M. Mulé et les... et le journal, ainsi que votre collègue le ministre de la Culture. Je vais vous dire qu'ils ont été plus, je vous dirais, contents de la rencontre qu'ils ont eue avec vous comparé à votre collègue de la Culture. Ceci dit, je pense que c'est un enjeu pour le Québec puis je pense que je n'ai pas à réitérer à tous les collègues ici l'importance de nos journaux locaux, nos hebdomadaires locaux.

Le fait que c'est des journaux qui sont distribués à nos portes, c'est... Je pense à nos électeurs personnes âgées. Pour eux, c'est leur source d'information première. Et, avec... avec qu'est-ce qui se passe, évidemment... Bon, la décision de la ville de Montréal pour enlever les publisacs fait en sorte que c'est... C'était la manière de distribution de ces journaux-là, on est conscients, mais il y a tout l'aspect virage numérique, et le virage numérique se trouve

long et se trouve très dispendieux pour ces petits journaux-là qui n'ont pas nécessairement les moyens pour... pour aller aussi... aussi rapide qu'ils voudraient y aller.

Ceci dit, les médias locaux, c'est... c'est la base de notre démocratie aussi, puis, je pense, c'est la... des nouvelles qui fait en sorte que nos citoyens sont bien informés. Alors, M. le ministre, sans dévoiler le... tout qu'est-ce qui a été dit dans votre rencontre, vous... vous vous avez engagé auprès de médias... médias locaux de leur aider pour faire ce virage numérique là. Est-ce qu'il y a des montants précis qui ont été engagés? C'est quoi, la hauteur de votre engagement auprès d'eux?

• (12 h 50) •

M. Fitzgibbon : Bien, comme vous savez sûrement, j'adore les journaux. Je pense que c'est un... c'est un élément important pour le Québec. Métro Média emploie 40 journalistes entre Québec et Montréal, et je suis très soucieux de la pérennité d'un tel organisme. Je connais très bien Hebdo Québec. À l'époque, j'avais été un des grands supporteurs du Groupe Capitales Médias, qu'on a réussi à sauver avec le ministère... le ministre des Finances et la ministre de la Culture à l'époque. On est très engagés. Le gouvernement a fait beaucoup, je pense, pour les journaux régionaux. Je suis encore aussi commis que nous l'étions à l'époque.

Maintenant, dans le cas spécifique de Métro Média, on sait l'enjeu. L'enjeu, c'est le Publisac. Ils font face maintenant à un environnement où, pour distribuer les journaux, on parle de 20 \$ le 1 000, on est rendu à 100 \$ le 1 000 à Postes Canada. Ça ne marche pas. Il faut aller peut-être dans un système de dépôt de journaux, qui cause des problèmes pour les gens qui font la publicité. Donc, ici, on parle d'une transformation accélérée numérique que Métro Média doit passer à travers. Il y a des besoins financiers importants. J'ai rencontré André Mulé vendredi dernier. Mon collègue ministre de la Culture... ministre de la Culture, oui, a rencontré hier... On va regarder ce qu'on peut faire.

Le Président (M. Schneeberger) : Merci, M. le ministre. Alors, le temps de l'opposition officielle est alloué. Et d'ailleurs le temps des oppositions est terminé. Alors, nous allons maintenant du côté ministériel, et j'entends la députée d'Anjou—Louis-Riel...

Mme Boivin Roy : Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Schneeberger) : ...pour un 9 min 47 s.

Mme Boivin Roy : Merci, M. le Président. Alors, je vais joindre ma voix aux collègues de l'opposition pour vous féliciter, M. le ministre, en fait, superministre, comme l'ont dit nos collègues des deux comtés. Alors, bien sûr, en tant qu'ancienne élue de la ville de Montréal des huit dernières années, je me suis aussi réjouie de vous voir nommé ministre de la Métropole. Et ma joie a été quintuplée puisqu'également je suis votre adjointe gouvernementale. Alors, c'est un privilège de pouvoir travailler avec vous, également de travailler avec l'équipe du ministère de l'Économie, qui travaille vraiment d'arrache-pied pour faire atterrir les dossiers sur Montréal.

Alors, M. le ministre, vous conviendrez qu'en tant que ville la plus peuplée de la province du Québec et la deuxième ville la plus peuplée du Canada Montréal est confrontée à de nombreux défis. Je pense qu'on en a discuté un peu aujourd'hui. Et, comme vous le savez, le gouvernement du Québec, la ville de Montréal et tous ses partenaires sont responsables de veiller à ce que la ville soit et demeure une communauté dynamique, sûre et prospère pour tous ses citoyens et ses citoyennes.

Comme vous le savez encore, le gouvernement du Québec est responsable de plusieurs domaines clés à Montréal, notamment la sécurité publique, la santé, l'éducation et les infrastructures. Il travaille en collaboration avec la ville de Montréal pour gérer et financer les services publics tels que les transports en commun, les parcs, la gestion des déchets et l'approvisionnement en eau potable.

Alors, on remarque que Montréal continue de se développer rapidement avec une population en constante augmentation. On voit ça, d'ailleurs, dans l'est de Montréal. Notre responsabilité, qui est certes partagée, est de veiller à ce que les besoins des citoyens en matière d'habitation, d'infrastructures et de services soient accessibles et suffisants.

Alors, également, comme vous le savez, Montréal est une ville multiculturelle avec des populations venant de partout dans le monde. C'est une des richesses de la métropole. Nous avons mis en place, avec le projet de loi n° 96, des moyens pour favoriser la compréhension et l'apprentissage de la langue commune pour les différentes communautés culturelles, tout en garantissant un avenir pérenne de la langue française.

Alors, M. le ministre, une première question pour vous, et j'espère qu'on aura le temps d'en poser d'autres, question à trois volets sur le fait que Montréal est un centre économique important pour le Québec. Et nous savons que le gouvernement travaille pour attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux investissements dans la ville afin de stimuler la croissance économique. Alors, premier volet : Pouvez-vous nous dire... en fait, nous en dire plus, parce que, déjà, on a commencé à en parler aujourd'hui, sur comment on peut stimuler la croissance économique de la métropole? Deuxième volet : Quelle est sa spécificité par rapport au reste du Québec? Et enfin troisième volet : L'approche pour Montréal versus celle pour le reste du Québec est-elle différente?

M. Fitzgibbon : Bon, merci pour la question. Merci aussi de votre... de votre support comme adjointe parlementaire. C'est très apprécié, parce que la tâche est immense, puis on est toujours incapables de tout faire. Donc, je suis heureux d'avoir votre collaboration et votre support.

Bien, premièrement, Montréal, c'est le... c'est le poumon du Québec, hein? C'est près du deux tiers du PIB. Donc, il faut reconnaître ça. Tantôt, je n'ai pas pu répondre totalement à la question du député de Rosemont, mais

une chose que je pense que Montréal va devenir, ça va être le centre d'innovation du Québec. D'ailleurs, une chose que je suis très fier, c'est qu'on a annoncé, récemment, Ax.c, qui est un incubateur de start-up innovant à Montréal via le Centech. On a mis 50 millions de dollars là-dedans pour pouvoir rehausser l'image du Centech avec l'ETS, d'autres universités, Concordia, pour ne pas le nommer, et McGill. Et je pense qu'on doit rendre Montréal attractif pour avoir des chercheurs qui vont venir se greffer aux différentes universités. On a vu le programme fédéral Apogée qui a donné à Concordia, et à McGill, et à l'Université de Montréal... En fait, les trois universités de Montréal ont eu des sommes d'Apogée en domaine électrique, en domaine de la médecine, des vaccins ARN puis au niveau de l'intelligence artificielle. Donc, Montréal est le centre innovateur, et je pense qu'on va pouvoir alimenter, dans les régions, des ramifications importantes pour le développement économique régional par rapport à ça.

Ce qu'on doit faire, c'est qu'on doit rendre le lieu encore plus sûr. On a parlé tantôt de sécurité publique. Il faut rehausser l'image. Alors, il faut baisser le taux de criminalité, il faut baisser les enjeux de sécurité, puis je pense qu'on a, d'abord, le bon ministre pour s'y adresser. Je pense que ma collègue aux Transports... Clairement, le REM va être la colonne vertébrale. Ce que le métro de Montréal a été dans les années 60, le REM va le devenir. Puis le REM de l'Est va être encore plus pertinent quand on va y arriver dans plusieurs années.

Alors, moi, je pense qu'on est en train de mettre la colonne vertébrale à Montréal, la solidifier au niveau transport, au niveau logement, j'en ai parlé tantôt, au niveau... un hub d'innovation, comme la Station F est à Paris, par exemple, ou MaRS, à Toronto. Alors, Montréal va être... va être la plaque tournante pour attirer le talent, pour que nos jeunes puissent y oeuvrer au niveau innovation, puis ça va alimenter, tentaculairement, tout le reste du Québec.

Le Président (M. Schneeberger) : 3 min 30 s.

Mme Boivin Roy : Merci beaucoup. Merci pour votre réponse, M. le ministre. J'aimerais qu'on revienne sur la revitalisation et la relance du centre-ville de Montréal après la pandémie, notre collègue de Rosemont, ainsi que notre collègue de Jeanne-Mance—Viger, en a parlé tout à l'heure, au niveau, là, de la productivité et le télétravail. Alors, comment vous voyez le gouvernement soutenir davantage la ville de Montréal sur cette revitalisation?

M. Fitzgibbon : Ce n'est pas... ce n'est pas nécessairement simple, hein? Je pense que... Bon, d'une part, quand on a octroyé 40 millions de dollars... On avait les relances des centres-villes. On a mis 40 millions à Montréal, 5 à Québec et le 5 résiduel dans 17, je pense, autres municipalités du Québec. 40 millions à Montréal, c'était beaucoup, mais c'est clair qu'étant le poumon il fallait s'en occuper. Ça a été un travail qui a été fait avec la SDC du centre-ville, avec la ville de Montréal et avec la chambre de commerce. Plusieurs initiatives, je n'ai pas le chiffre exact, là, il y en a probablement une cinquantaine, la plupart ont été... ont été engagées.

Alors, on voulait rendre le centre-ville plus accueillant. On a passé par la culture aussi, par le tourisme un peu, mais, à l'époque, durant la pandémie, il n'y avait pas de touristes, évidemment. Alors, ce n'est pas facile, parce que ramener le monde au centre-ville, c'était contre-intuitif par rapport au réflexe que les gens ont eu après la pandémie. Par contre, aujourd'hui, force est de constater... J'étais au Palais des congrès lundi pour le congrès des mines. Il y avait 1 500 personnes de partout au Canada. On a revu le Palais des congrès comme on l'avait vu avant la pandémie. Le Grand Prix va arriver, là, en juin. Tous les festivals vont commencer. On a rehaussé de 72 personnes le service de policiers.

Alors, moi, je pense qu'on en est là, là. On revoit l'effervescence touristique, l'effervescence culturelle. Alors, quand ça va arriver... Les restaurants ont réouvert, entre guillemets, et sont déjà... Il y a des problèmes de réservations. Il y a des restaurants qui ont fermé. Alors, moi, je pense qu'il y a comme un momentum qui s'est installé, puis moi, je pense que ça va... ça va encourager nos jeunes, pour les jeunes et les moins jeunes, de vouloir travailler au centre-ville et non pas de rester à Terrebonne, à la maison, pour voir le gazon pousser. Moi, je pense qu'on est rendu là puis je pense que les entreprises vont avoir un plus grand... je l'ai dit tantôt, là, les entreprises vont avoir un plus grand confort d'imposer, de façon douce, le retour en ville. Moi, je pense qu'on en est là, là. Les gens veulent... veulent voir le centre-ville. Les gens veulent voir l'effervescence. L'été arrive, là. On va faire du vélo. On va se promener dans la ville, partout, là. Moi, je pense qu'on est là, là, puis on va y arriver. Puis, dans un an, on ne parlera plus de ça.

Mme Boivin Roy : Merci beaucoup, M. le ministre. Alors, peut-être, en terminant, vous nous parlez de l'été qui s'en vient, les festivals, est-ce que vous pouvez nous en dire davantage sur les plans du gouvernement pour renforcer le secteur touristique? Tout à l'heure, vous nous disiez, là, qu'il y a une collaboration avec le ministère du Tourisme sur deux grands projets sur Montréal, mais encore, est-ce que vous pouvez nous dévoiler d'autres choses aujourd'hui?

M. Fitzgibbon : Je ne dévoilerai rien comme tel, mais je peux dire que la collègue au Tourisme est très excitée. Elle travaille avec M. Lalumière, mon collègue aux... à la Culture aussi. On parlait des théâtres. Puis, le programme qu'on gère, on appelle ça le FIRM?

• (13 heures) •

Une voix : ...

M. Fitzgibbon : FIRM. Le FIRM a été reconduit, puis là on travaille sur...

Le Président (M. Schneeberger) : Merci, M. le ministre.

M. Fitzgibbon : Merci.

Le Président (M. Schneeberger) : Désolé. Alors, nous avons presque terminé le volet Métropole des crédits budgétaires du portefeuille Affaires municipales et Habitation.

Adoption des crédits

Alors, avant de terminer, je vais mettre aux voix le programme n° 5, intitulé Promotion et développement de la région métropolitaine. Est-il adopté?

Des voix : Adopté.

Des voix : Sur division.

Le Président (M. Schneeberger) : Adopté sur division.

Documents déposés

Alors, je dépose aussi les réponses aux demandes de renseignements des oppositions.

Compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux à 15 heures, où elle entreprendra l'étude du volet Capitale-Nationale des crédits budgétaires, portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale. Bon dîner à tous.

(Fin de la séance à 13 h 01)